

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA  
RÉPUBLIQUE POUR LES  
JEUNES CRÉATEURS "ALI  
MAACHI"

**Le Premier ministre  
préside la cérémonie  
de distinction des  
lauréats**

P 16

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE  
ET LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

# L'Algérie retirée de la liste grise du GAFI

*Le Groupe d'action financière (GAFI) a décidé, vendredi dernier, à l'unanimité, de retirer l'Algérie de sa liste grise des juridictions placées sous surveillance renforcée, à l'issue de sa réunion plénière tenue à Paris. Cette décision marque une étape importante pour le pays, en consacrant les progrès réalisés dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et, plus largement, la criminalité financière. Elle vient également renforcer la confiance des institutions internationales dans la solidité, la transparence et la résilience du système financier algérien.* P 2

- Une reconnaissance internationale de l'efficacité des mesures de l'Etat
- Le CREA salue une avancée majeure



REFONTE DU MODÈLE  
DE CONSOMMATION  
ÉNERGÉTIQUE

**Ce que  
recommandent  
les experts**



Face à une demande énergétique qui progresse à un rythme soutenu et à une facture de subventions de plus en plus lourde pour les finances publiques, la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique s'impose avec acuité. C'est notamment ce que des experts ont recommandé hier lors d'une table ronde organisée à Alger par le Club Energy sous le thème : « Quel modèle de consommation énergétique algérien ? ».

P 2

MINE DE GARA DJEBILET  
**L'Algérie accélère la  
mise en place d'une  
filiale sidérurgique  
intégrée**

L'Algérie poursuit à un rythme soutenu la concrétisation du projet stratégique de la mine de fer de Gara Djebilet, considéré comme l'un des piliers de la nouvelle politique industrielle nationale. Dans cette optique, une réunion de coordination multisectorielle de haut niveau a été consacrée au suivi de l'état d'avancement de ce vaste programme structurant qui mobilise plusieurs départements ministériels et de nombreux acteurs économiques.

P 5

UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ RECUE À  
NIAMEY PAR LE MINISTRE NIGÉRIEN DU  
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

**Naftal prospecte les  
opportunités d'investissement  
de de partenariat au Niger** 4

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GECF  
EN VISITE DE TRAVAIL EN ALGÉRIE

**Le développement du marché  
gazier à l'ordre du jour** P 5

TIARET/CAMPAGNE  
DE MOISSON-BATTAGE

**Dispositions exceptionnelles  
pour l'accompagnement des  
agriculteurs** P 6

RETRAIT DE LA LISTE GRISE  
DU GAFI

## Le CREA salue une avancée majeure

Par S. R.

Le retrait de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) continue de susciter des réactions favorables au sein des milieux économiques et institutionnels. Plusieurs responsables y voient une reconnaissance des réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence financière, améliorer la gouvernance et rapprocher le système financier national des standards internationaux.

Le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a qualifié cette décision d'« étape importante » et de « signal positif pour l'économie nationale ». Selon lui, cette avancée constitue un facteur supplémentaire de confiance pour les opérateurs économiques et les partenaires internationaux de l'Algérie. « Cette décision contribuera à renforcer l'attractivité du pays, à fluidifier les échanges économiques et à créer un environnement plus favorable à l'investissement », a-t-il estimé. Le responsable du CREA a souligné que cette évolution couronne les efforts déployés par les pouvoirs publics pour moderniser le système financier et consolider son intégration dans l'économie mondiale. Il a également réaffirmé l'engagement de son organisation à accompagner les autorités dans la poursuite des réformes destinées à bâtir une économie plus forte, plus ouverte et davantage créatrice de valeur.

De son côté, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a salué le travail accompli par les cadres de son département, du Centre national du registre du commerce (CNRC), de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) ainsi que des chambres de wilaya. Elle a tenu à remercier l'ensemble des acteurs ayant contribué au traitement de ce dossier, soulignant que cette décision reflète la confiance de la communauté internationale dans les réformes économiques engagées sous l'impulsion du président de la République. La ministre a mis en avant « le travail rigoureux, la coordination étroite et le dévouement » des différents intervenants. « Ce résultat illustre l'importance de l'esprit d'équipe et du sens des responsabilités dans la réussite des grands chantiers nationaux », a-t-elle affirmé. Tout en se félicitant de cet acquis, elle a appelé à poursuivre les efforts avec le même professionnalisme afin de consolider les résultats obtenus et de préserver les avancées réalisées par l'Algérie. Ces réactions convergent pour souligner l'importance du retrait de la liste grise du GAFI, considéré comme une reconnaissance internationale des réformes engagées et un levier supplémentaire pour renforcer la confiance des investisseurs, soutenir la transformation économique du pays et favoriser une croissance durable.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE ET LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

# L'Algérie retirée de la liste grise du GAFI

*Le Groupe d'action financière (GAFI) a décidé, vendredi dernier, à l'unanimité, de retirer l'Algérie de sa liste grise des juridictions placées sous surveillance renforcée, à l'issue de sa réunion plénière tenue à Paris. Cette décision marque une étape importante pour le pays, en consacrant les progrès réalisés dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et, plus largement, la criminalité financière. Elle vient également renforcer la confiance des institutions internationales dans la solidité, la transparence et la résilience du système financier algérien.*

Par S. R.

Cette annonce est intervenue en présence d'une délégation algérienne de haut niveau conduite par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou. À cette occasion, les représentants des différentes juridictions membres du GAFI ont salué les efforts déployés par l'Algérie pour se conformer aux standards internationaux les plus exigeants en matière de gouvernance financière, de transparence et de contrôle des flux financiers. Ils ont également mis en avant la volonté politique affirmée des autorités algériennes d'engager des réformes structurelles profondes afin de renforcer l'intégrité du système financier national.

Le retrait de l'Algérie de cette liste constitue l'aboutissement d'un vaste programme de réformes engagé dès son inscription sur la liste grise en octobre 2024. Sous l'impulsion des plus hautes autorités du pays, un plan d'action a été rapidement mis en œuvre pour remédier aux insuffisances relevées par le GAFI. Dans ce cadre, l'arsenal législatif et réglementaire a été considérablement renforcé, notamment à tra-

vers la révision de la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'élargissement des obligations de déclaration des bénéficiaires effectifs auprès du Centre national du registre du commerce (CNRC) ainsi que le renforcement des mécanismes de contrôle et de supervision exercés par la Banque d'Algérie sur les établissements bancaires et financiers, y compris Algérie Poste. Parallèlement, le ministère des Finances a intensifié les mesures de vigilance et de contrôle visant plusieurs professions assujetties, notamment les notaires, les experts-comptables et d'autres acteurs exposés aux risques de blanchiment de capitaux. L'ensemble de ces actions a permis de répondre aux exigences formulées par le GAFI, qui a reconnu les progrès substantiels accomplis par l'Algérie ainsi que l'efficacité des dispositifs mis en place pour prévenir, détecter et sanctionner les infractions financières. Cette décision devrait générer des retombées économiques significatives. La sortie de la liste grise permettra en effet de faciliter les transactions financières internationales en réduisant les procédures de contrôle renforcé qui pesaient sur les opérations bancaires et commerciales des entreprises algériennes. Elle

contribuera également à améliorer les relations de correspondance bancaire avec les partenaires étrangers et à fluidifier les échanges commerciaux avec les marchés internationaux. Cette évolution constitue également un signal positif pour les investisseurs étrangers, qui accordent une importance particulière à la stabilité, à la transparence et à la conformité des systèmes financiers. En renforçant la crédibilité du secteur bancaire national et en améliorant l'image de l'Algérie auprès des institutions financières mondiales, cette décision devrait favoriser l'attraction de nouveaux investissements et soutenir les efforts engagés dans le cadre de la diversification de l'économie nationale hors hydrocarbures. Plus largement, le retrait de la liste grise valide les réformes structurelles menées ces dernières années dans le domaine financier et confirme la capacité de l'Algérie à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales. Il ouvre ainsi la voie à une nouvelle phase de modernisation visant à consolider les acquis obtenus, à renforcer davantage la gouvernance financière et à positionner durablement l'Algérie comme une destination d'investissement crédible, compétitive et respectée à l'échelle régionale et internationale.

### RETRAIT DE L'ALGÉRIE DE LA LISTE DU GAFI

## Une reconnaissance internationale de l'efficacité des mesures de l'Etat

Des experts en économie et en finances ont mis en avant l'importance du retrait de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), décidé vendredi à l'unanimité par les membres de la plénière du Groupe, estimant qu'il s'agit d'une reconnaissance internationale de l'efficacité des mesures prises par les autorités publiques pour renforcer la transparence financière au titre de la dynamique de réforme visant à développer l'économie nationale et à améliorer le climat des affaires et de l'investissement en Algérie. Dans ce cadre, l'expert en régulation financière et bancaire, Idir Saci, a indiqué que le retrait de l'Algérie de la liste grise du GAFI est le résultat des importantes mesures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ayant été renforcées par l'Algérie ces dernières années à travers une série de "dispositions correctives" mises en place principalement au niveau de la Banque d'Algérie pour encadrer les transactions en espèces avec les banques, citant tout particulièrement l'adoption par les hautes autorités du pays de plusieurs décisions relatives aux transferts financiers liés aux importations et la

mise en œuvre de la procédure KYC (connaissance du client) au niveau des banques et d'Algérie Poste. La décision du GAFI est également le fruit de la "dynamique de réforme" enregistrée sur le plan législatif depuis 2024, dans le cadre du renforcement de la gouvernance financière, a ajouté l'expert. Pour sa part, l'expert en développement économique, Abderrahmane Hadeff, a souligné que cette décision constitue une étape importante dans le processus de réformes économiques et financières en cours en Algérie et une reconnaissance internationale explicite de l'efficacité des mesures prises par les autorités publiques pour renforcer la transparence financière, lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et adapter le système national aux standards internationaux. Le retrait de l'Algérie de la liste grise constitue un indicateur fort du rétablissement de la confiance internationale dans l'environnement financier national et de la capacité des institutions algériennes à répondre aux exigences de réforme et de modernisation conformément aux standards internationaux, a-t-il soutenu.

M. Hadeff a, par là même, rappelé "le processus de réforme global et continu" engagé par l'Algérie au cours des dernières années en vue de renforcer le cadre législatif et réglementaire, de développer les mécanismes de contrôle et de supervision financière, d'améliorer les systèmes de traçabilité et de conformité et de moderniser les procédures relatives à la connaissance des clients et à la surveillance des opérations financières et commerciales. Selon lui, la décision du GAFI traduit aussi la qualité, l'efficacité et la capacité du système législatif algérien à s'adapter rapidement aux exigences internationales. De son côté, le professeur d'économie, Slimane Nacer, s'est félicité du retrait de l'Algérie de la liste grise du GAFI, assurant qu'elle aura un impact positif sur l'économie nationale et, plus particulièrement, sur l'attractivité de l'Algérie pour les investissements étrangers et l'amélioration de son climat des affaires, faisant remarquer que la sortie de l'Algérie de cette liste permettra de lever les obstacles auxquels pourraient être confrontés les opérateurs économiques algériens à l'étranger.

Synthèse R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale  
de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## REFONTE DU MODÈLE DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

**Ce que recommandent les experts**

Face à une demande énergétique qui progresse à un rythme soutenu et à une facture de subventions de plus en plus lourde pour les finances publiques, la mise en place d'un nouveau modèle de consommation énergétique s'impose avec acuité. C'est notamment ce que des experts ont recommandé hier lors d'une table ronde organisée à Alger par le Club Energy sous le thème : « Quel modèle de consommation énergétique algérien ? ».

Par Zahir R.

En effet, les intervenants étaient unanimes à dire que le système actuel a atteint ses limites, d'où la nécessité de procéder à une transformation graduelle mais profonde du modèle de consommation énergétique algérien afin de préserver les capacités d'exportation du pays et de garantir sa sécurité énergétique à long terme. Ouvrant les débats, Mustapha Mekideche, président de la commission scientifique, technique et économique du Club Energy, a estimé que l'Algérie se trouve à un tournant décisif. Selon lui, le modèle actuel, fortement soutenu par les subventions publiques, atteint progressivement ses limites. « La question des subventions significatives du Trésor public impose d'importants défis à moyen et long termes », a-t-il souligné, rappelant que la croissance continue de la demande nationale nécessite des volumes énergétiques toujours plus importants ainsi qu'un effort budgétaire croissant.

Pour l'ancien vice-président du CNES, la problématique ne se résume pas à produire davantage d'énergie, mais consiste à rationaliser sa consommation afin de préserver les ressources destinées à l'exportation. Pour cet expert, le dossier est épineux, nécessitant une gestion transparente et une mobilisation générale. Pour sa part, la directrice de recherche au Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), Razika Kharchi, a consacré son intervention au secteur résidentiel, considéré comme l'un des principaux foyers de consommation énergétique.

Son constat est sans appel : de nombreux programmes de logements réalisés ces dernières années n'ont pas respecté les exigences de la réglementation thermique nationale. « Le non-

respect de l'isolation de l'enveloppe des bâtiments a entraîné d'importantes pertes thermiques », a-t-elle expliqué. Ces déperditions poussent les ménages à multiplier les équipements de climatisation et de chauffage pour atteindre un niveau de confort acceptable. « Plus les pertes thermiques sont importantes, plus les besoins énergétiques augmentent », a-t-elle indiqué, évoquant les installations parfois excessives de climatiseurs observées dans plusieurs quartiers urbains.

Pour remédier à cette situation, elle a préconisé l'application stricte des normes d'isolation thermique, l'utilisation de matériaux performants, une meilleure orientation des bâtiments ainsi que le recours au double vitrage. L'experte a également présenté plusieurs réalisations pilotes du CDER démontrant qu'il est possible d'atteindre un confort thermique élevé sans recourir massivement à des équipements énergivores. Elle a enfin appelé à renforcer les campagnes de sensibilisation, estimant que la transition énergétique ne pourra réussir sans l'adhésion des citoyens.

Par ailleurs, pour Mohamed Zighed, enseignant-chercheur à l'Institut algérien du pétrole, l'efficacité énergétique constitue aujourd'hui le levier le plus rentable pour répondre aux défis énergétiques du pays. Rappelant que l'industrie absorbe près de 28 % de la consommation nationale de gaz naturel, il a souligné que toute amélioration de l'efficacité énergétique dans ce secteur aurait un impact économique immédiat. « Le premier gisement à exploiter n'est pas un nouveau champ gazier, mais l'énergie que nous gaspillons chaque jour », a-t-il résumé. L'universitaire a insisté sur quatre enjeux majeurs : préserver les réserves nationales d'hydrocarbures, améliorer la compétitivité économique, réduire les dépenses énergétiques et répondre aux nouvelles exigences environnementales internationales. Il a notamment attiré l'attention sur le mécanisme européen d'ajustement

carbone aux frontières (CBAM), qui imposera progressivement aux exportateurs de réduire l'empreinte carbone de leurs produits. Pour atteindre ces objectifs, l'intervenant a recommandé la généralisation des audits énergétiques, la récupération de chaleur industrielle, la cogénération et l'intégration systématique de la performance énergétique dans les indicateurs de gestion des entreprises.

« Chaque mégawatt économisé est un mégawatt exportable »

Nacer Ghreffou, CEO d'Algeria Smart Grid, a de son côté alerté sur les conséquences économiques de la hausse continue de la consommation intérieure. Dans sa communication intitulée : « Modèle de consommation énergétique, énergies renouvelables, Smart Grid : les pistes d'avenir pour le cas algérien ? », l'intervenant a rappelé que l'augmentation de la demande nationale réduit progressivement les capacités d'exportation du pays. « Plus la consommation interne augmente, plus elle réduit notre capacité d'exportation et notre marge de manœuvre financière », a-t-il affirmé, estimant que l'intégration massive des énergies renouvelables exige désormais une modernisation rapide des réseaux électriques.

À travers l'exemple d'un pic de chaleur estival, il a expliqué comment les technologies Smart Grid permettent de gérer en temps réel les fluctuations de la demande et les variations de production des centrales photovoltaïques. « Le Smart Grid n'est plus un concept théorique. C'est aujourd'hui un outil indispensable pour garantir la stabilité du système électrique », a-t-il souligné. Selon lui, les réseaux intelligents permettront également de réduire les pertes techniques, d'améliorer la qualité du service et d'optimiser l'intégration des nouvelles capacités solaires qui seront mises en service dans les prochaines années.

## CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

**Le plaidoyer d'un ancien ministre**

Par Selma R.

L'Algérie fait face à un modèle de consommation énergétique jugé « atypique », dont les déséquilibres structurels menacent la pérennité. Pour y remédier, Abdelmadjid Attar, ancien ministre de l'Énergie et ex-PDG de Sonatrach, plaide pour une réforme reposant sur quatre axes : l'efficacité énergétique, la sobriété énergétique, l'accélération du développement des énergies renouvelables et la réforme progressive des politiques de soutien à l'énergie afin d'encourager une consommation plus rationnelle.

Intervenant lors d'une table ronde organisée par l'Association nationale « Club Energy » autour du thème « Quel modèle de consommation énergétique algérien ? », Abdelmadjid Attar a dressé son constat sur le système énergétique national. Il a notamment mis en évidence une répartition de la consommation qu'il juge peu favorable à la création de richesse. Ainsi, le secteur industriel, principal moteur de croissance dans les économies développées, ne représente que 24 % de la consommation finale d'énergie en Algérie. Plus révélateur encore, l'industrie manufacturière hors secteur minier n'en absorbe que 17 %. À l'inverse, les ménages concentrent près de 47 % de la consommation finale. Une situation que l'ancien ministre considère comme atypique à l'échelle internationale. « Nous consommons massivement l'énergie là où elle ne génère pas de valeur économique », a-t-il

souligné, estimant que cette configuration réduit l'impact économique des importantes ressources énergétiques du pays. L'expert a également rappelé que l'Algérie affiche des taux de raccordement parmi les plus élevés au monde, avec 99 % de couverture électrique et 68 % pour le gaz naturel. Si cette performance constitue un acquis social majeur, elle s'accompagne d'une hausse continue des besoins énergétiques et d'un coût budgétaire de plus en plus important lié aux mécanismes de soutien public. Les données présentées sur la période 2013-2024 mettent en évidence une tendance préoccupante : la consommation nationale progresse beaucoup plus rapidement que la production d'hydrocarbures. Selon Abdelmadjid Attar, la consommation intérieure de gaz naturel a augmenté de près de 48 % en dix ans. Dans le même temps, la production gazière montre des signes d'essoufflement, tandis que la production pétrolière demeure inférieure à son niveau de 2013. Cette évolution est d'autant plus sensible que le gaz naturel occupe une position dominante dans le mix énergétique national. Entre la consommation directe de gaz et l'électricité produite à partir de cette ressource, près de 85 % de l'énergie distribuée dans le pays repose sur le gaz. « Si la demande continue de progresser au même rythme, les ressources gazières conventionnelles disponibles seront principalement orientées vers le marché intérieur dans les prochaines années », a averti l'ancien ministre. Abdelmadjid Attar identifie également trois grands défis à relever

à l'horizon 2045. Le premier concerne l'électricité. Les projections indiquent que la demande nationale pourrait atteindre 138 térawattheures en 2035, contre environ 80 térawattheures en 2021, soit un besoin supplémentaire de près de 58 térawattheures. Dans ce contexte, il estime que le programme national prévoyant 15 000 MW d'énergies renouvelables demeure insuffisant, puisqu'il ne permettrait de produire qu'environ 23 térawattheures. « Les objectifs doivent être revus à la hausse et portés à au moins 30 000 MW », a-t-il préconisé. Le deuxième défi concerne le gaz naturel. Les scénarios établis à partir des projections de Sonelgaz et de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) montrent que la consommation intérieure pourrait atteindre entre 64 et 105 milliards de mètres cubes à l'horizon 2045, contre près de 47 milliards actuellement.

Dans l'hypothèse d'une forte relance économique, les besoins nationaux pourraient même correspondre à l'équivalent de la production gazière annuelle actuelle du pays, ce qui réduirait fortement les volumes destinés à l'exportation. Le troisième défi porte sur les carburants. Leur consommation a atteint près de 19 millions de tonnes équivalent pétrole en 2024, un niveau qui n'était initialement attendu qu'en 2030. Si cette tendance se poursuit, les besoins pourraient s'élever à 34 millions de tonnes équivalent pétrole en 2045, ce qui exigerait une mobilisation considérable des capacités nationales de raffinage.

L'ÉCONOMISTE  
MUSTAPHA  
MEKIDECHE L'A  
SOULIGNÉ

« Passer des subventions généralisées à un soutien ciblé »

L'Algérie devra engager, tôt ou tard, une réforme graduelle de son modèle de tarification énergétique afin de préserver ses équilibres financiers, garantir la sécurité énergétique du pays et maintenir ses capacités d'exportation. C'est le principal message délivré par l'économiste Mustapha Mekideche lors d'une conférence consacrée aux réformes tarifaires et à l'avenir du modèle national de consommation énergétique. Intitulée « Réformes tarifaires : quel modèle de consommation et de prix de l'énergie entre soutenabilité et accessibilité ? », son intervention a mis en lumière la nécessité de concilier deux impératifs souvent contradictoires : préserver le caractère social de l'accès à l'énergie tout en assurant la viabilité économique du système. Pour Mustapha Mekideche, la hausse continue de la consommation intérieure et l'importance des subventions publiques imposent une réflexion approfondie sur le devenir du modèle énergétique national. L'expert rappelle que les prix de l'énergie ne peuvent être dissociés des volumes consommés et des capacités de production du pays. Dans un contexte où l'Algérie cherche à renforcer ses exportations d'hydrocarbures tout en développant son industrie, le maintien du statu quo pourrait accentuer la pression sur les finances publiques et réduire les marges de manœuvre économiques. Selon lui, les expériences internationales montrent que la plupart des pays producteurs ou consommateurs d'énergie ont engagé des réformes tarifaires afin d'encourager une utilisation plus rationnelle des ressources et de réduire les effets du gaspillage. Au cœur de ses recommandations figure la transformation progressive du système actuel de soutien énergétique. « Le moment est venu de passer d'un système de subventions généralisées à un système de soutien ciblé et plus équitable », a-t-il affirmé.

Cette évolution devrait, selon lui, permettre de mieux protéger les ménages vulnérables tout en réduisant les transferts de rente dont bénéficient parfois des catégories moins exposées aux difficultés économiques. L'économiste recommande ainsi la mise en place de mécanismes de compensation directs sous forme de transferts monétaires ou de tarifs sociaux destinés aux ménages éligibles. L'objectif est de préserver l'accessibilité de l'énergie pour les populations les plus fragiles tout en donnant un signal économique favorisant une consommation plus rationnelle. Mustapha Mekideche a estimé également nécessaire de réexaminer les conditions tarifaires accordées aux grands consommateurs de gaz naturel, notamment dans les secteurs industriels et pétrochimiques. Conscient de la sensibilité sociale du dossier, Mustapha Mekideche a plaidé toutefois pour une démarche graduelle. « La réforme des politiques tarifaires doit être menée selon une approche globale, prudente, progressive mais déterminée », a-t-il recommandé, estimant qu'une telle transformation doit impérativement s'accompagner d'un large consensus social et politique afin d'éviter les tensions susceptibles d'émerger lors de l'ajustement des prix de l'énergie. Enfin, l'économiste a affirmé que la réforme des tarifs énergétiques n'est plus une option mais une nécessité stratégique pour garantir la sécurité énergétique du pays, préserver ses capacités d'exportation et financer la transition vers une économie plus diversifiée et plus compétitive.

Z. R.

APOSTILLE

Réunion technique de coordination en prévision du lancement officiel du système

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a tenu, par visio-conférence, une réunion technique de coordination au profit de l'ensemble des wilayas, en prévision du lancement officiel du système "Apostille", indique samedi un communiqué du ministère.

"Dans le cadre des préparatifs en cours pour la mise en œuvre du système «Apostille» en Algérie, et conformément aux recommandations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à garantir la pleine préparation des services concernés et à accompagner les différentes étapes du lancement officiel de ce système, une réunion technique de coordination par visio-conférence a été tenue au profit de l'ensemble des wilayas, en prévision du lancement officiel de ce système, dans le cadre de l'adhésion de l'Algérie à la Convention de La Haye supprimant l'exigence de légalisation des actes publics étrangers", précise la même source.

Cette rencontre a permis d'examiner les différents aspects liés à l'activation de ce système. A ce titre, des exposés détaillés ont été présentés sur le cadre juridique et réglementaire de l'Apostille, en sus de l'explication du volet pratique relatif à la plateforme numérique dédiée au traitement des demandes, tout en clarifiant les procédures et conditions d'accès ainsi que les modalités de son utilisation par les services compétents".

Il a été également question de "l'ensemble du processus de traitement des demandes d'Apostille, des mécanismes de réception, d'examen, et de réponse aux dossiers conformément aux normes et procédures en vigueur, dans le but d'assurer un service public moderne et efficace répondant aux aspirations des citoyens et des opérateurs".

Dans ce contexte, "une formation spécialisée a été dispensée au profit de plusieurs grandes wilayas qui seront chargées d'encadrer cette opération et d'accompagner sa généralisation à l'échelle nationale, tout en soulignant l'importance de garantir la disponibilité humaine, technique, et logistique nécessaire pour la réussite de ce projet numérique stratégique".

Au terme de la réunion, l'accent a été mis sur "l'impératif de respecter les délais fixés pour la finalisation des différentes dispositions organisationnelles et technique, et de veiller à la pleine préparation des services concernés dans l'ensemble des wilayas, conformément aux recommandations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, relatifs au suivi minutieux des différentes étapes de mise en œuvre de ce projet et à la garantie de son entrée en service dans les meilleures conditions, à même de contribuer à l'amélioration de la qualité du service public et à la simplification des procédures administratives au profit des citoyens", conclut le communiqué.

APS

UNE DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ REÇUE À NIAMEY PAR LE MINISTRE NIGÉRIEN DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Naftal prospecte les opportunités d'investissement de de partenariat au Niger

Une délégation de la société Naftal, en mission de travail au Niger, a été reçue par le ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie, M. Abdoulaye Seydou, avec lequel elle a examiné les perspectives d'investissement et de partenariat, ainsi que les moyens de renforcer la coopération avec la société nigérienne des produits pétroliers "Sonidep", a indiqué samedi un communiqué de Naftal.

Lors de cette rencontre tenue jeudi dernier au siège du ministère à Niamey, M. Seydou a exprimé sa grande confiance dans les capacités techniques et industrielles de Naftal, soulignant que l'expertise de cette société lui permet de contribuer à répondre aux be-

soins du marché nigérien et d'accompagner les efforts de développement du secteur des hydrocarbures, ajoute le communiqué.

Il a également réitéré le soutien des autorités nigériennes à la coopération existante entre Naftal et Sonidep, tout en assurant leur accompagnement des projets conjoints devant être concrétisés dans le cadre de l'accord de coopération liant les deux sociétés ainsi que du mémorandum de coopération conclu entre les plus hautes autorités des deux pays.

Cette rencontre reflète "le niveau privilégié atteint par les relations de coopération entre l'Algérie et le Niger, et confirme la volonté commune des deux parties de concrétiser des projets d'investissement prometteurs, renforçant l'intégration économique et soutenant la coopération Sud-Sud", a précisé Naftal dans son communiqué.

La délégation de Naftal poursuit sa mission au Niger, à travers des rencontres avec des organismes sectoriels concernés par l'énergie et l'investissement.

Le programme de la deuxième journée de cette visite à notamment inclus, vendredi, une séance de travail avec les responsables de la Sonidep, consacrée à la présentation et à l'examen du plan d'affaires du projet de réalisation d'une unité de production de bitume.

Cette séance de travail a été l'occasion de passer en revue les différents aspects techniques et économiques du projet, et d'examiner les perspectives de sa réalisation dans

le cadre d'un partenariat stratégique à même de contribuer à répondre aux besoins du marché nigérien et à renforcer les capacités locales dans ce domaine. La délégation de Naftal a, par ailleurs, tenu une série de rencontres avec plusieurs organismes et institutions intervenant dans les domaines de l'investissement et des infrastructures. Ces rencontres ont permis de passer en revue le climat des affaires et les opportunités d'investissement offertes au Niger ainsi que le cadre réglementaire et juridique régissant les projets économiques.

Ces réunions ont donné à la délégation l'occasion de prendre connaissance des différentes facilitations et procédures relatives à la concrétisation des projets d'investissement, tout en abordant les besoins du marché nigérien et les perspectives de développement des infrastructures liées au secteur de l'énergie et des produits pétroliers.

Ces rencontres et visites de terrain ont permis à la délégation de Naftal de s'informer de près sur l'environnement économique et réglementaire ainsi que sur les infrastructures énergétiques du Niger, tout en explorant les perspectives de coopération et de partenariat avec les différents organismes et entreprises concernés, dans le cadre de la stratégie de l'entreprise visant à consolider sa présence régionale et à valoriser son savoir-faire dans ses différents domaines d'activité.

R E.

AMÉLIORATION DU SERVICE PUBLIC DANS LE SECTEUR DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
Les orientations du ministre Abdelhak Saihi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé une réunion consacrée à la présentation du bilan des activités réalisées entre le 24 mai et 17 juin courant, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre des orientations données lors des précédentes réunions concernant l'amélioration des prestations du service public, indique samedi un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion tenue jeudi dernier dans le cadre du suivi périodique des activités de l'administration centrale, le ministre a écouté des exposés présentés par les responsables des différentes structures centrales, portant sur l'état d'avancement des programmes et des activités prévus, les principales préoccupations enregistrées, ainsi que les perspectives de travail pour la période à venir, précise la même source.

A cette occasion, M. Saihi a souligné "la nécessité de poursuivre les efforts visant à améliorer la performance et à élever la qualité du service public à un niveau d'efficacité optimal, à travers l'intensification des activités de sensibilisation et d'information, ainsi que le renforcement de l'action de proximité, à même de rapprocher l'administration du citoyen, et de répondre à ses préoccupations avec efficacité et célérité".

Le ministre a également insisté sur "l'importance d'une prise en charge sérieuse et permanente des différents dossiers soulevés", en veillant à "leur traitement dans les meilleurs délais, et en renforçant la coordination entre les différents services et structures afin d'assurer la cohérence de l'action et l'efficacité des interventions sur le terrain". Il s'agit également d'"ancrer la culture de vigilance à travers un suivi continu des activités des organismes et des établissements sous tutelle afin de détecter les dysfonctionnements et de prendre, en temps opportun, les mesures nécessaires pour y remédier", ajoute la même source.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	المنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	85	97	73	البطاطا
	Tomate	83	98	68	الطماطم
	Oignon sec	65	74	57	البصل الجاف
	Ail sec	658	753	564	الثوم الجاف
	Ail vert	285	309	261	الثوم الأخضر
	Carotte	88	100	76	الجزر
	Navet	98	111	86	اللفت
	Poivron	134	150	117	الفلفل الأخضر
	Piment	134	151	117	الفلفل الحار
	Courgette	71	84	59	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	148	168	128	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	95	107	83	الخس
	Pomme locale	579	716	441	التفاح المحلي
	Datte	497	619	374	التمر
	Banane	503	524	481	الموز
Produits d'origine animale	Melon	127	146	107	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	91	67	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2009	2147	1870	لحم البقر المحلي
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Poulet de chair	382	395	370	الدجاج
	(Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,18	-10,00	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,04	-0,65	8,99	5,56	77595	108 477 810,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	2510,00	0,00	0,05	1,19	6,67	6,37	1191	2 989 410,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2194,00	+4,98	5,41	-1,49	10,46	5,70	27878	61 164 332,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,82	4,21	4,72	0	0,00

## MINE DE GARA DJEBILET

# L'Algérie accélère la mise en place d'une filière sidérurgique intégrée

*L'Algérie poursuit à un rythme soutenu la concrétisation du projet stratégique de la mine de fer de Gara Djebilet, considéré comme l'un des piliers de la nouvelle politique industrielle nationale. Dans cette optique, une réunion de coordination multisectorielle de haut niveau a été consacrée au suivi de l'état d'avancement de ce vaste programme structurant qui mobilise plusieurs départements ministériels et de nombreux acteurs économiques.*

Par Réda Hadi

La rencontre, tenue en présence de la secrétaire d'État auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Karima Tafer, ainsi que des responsables des entreprises et organismes concernés, a permis d'évaluer l'évolution des différents volets du projet, depuis l'exploitation minière jusqu'aux infrastructures de transport, en passant par les unités de traitement et les complexes de transformation industrielle.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la réalisation des grands projets miniers nationaux et à renforcer la souveraineté industrielle de l'Algérie à travers une meilleure valorisation de ses ressources naturelles.

Située dans la wilaya de Tindouf, la mine de Gara Djebilet renferme des réserves estimées à plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer brut, ce qui en fait l'un des plus importants gisements au monde. Longtemps resté inexploité, ce potentiel constitue aujourd'hui un levier majeur pour le développement de l'industrie sidérurgique nationale.

Les pouvoirs publics ont fait le choix de ne pas se limiter à l'extraction du minerai, mais de construire une véritable chaîne de valeur intégrée englobant l'exploitation, le traitement, le transport ferroviaire et la transformation industrielle. Cette approche vise à maximiser la valeur ajoutée créée localement et à réduire progressivement la dépendance du pays aux importations de matières premières destinées aux industries métallurgiques.

**Le rail, colonne vertébrale du projet**

Parmi les dossiers examinés lors de cette réunion figure l'état d'avancement des infrastructures de transport, notamment la ligne ferroviaire minière de l'Ouest reliant Gara Djebilet à Tindouf puis à Béchar.

Cette infrastructure stratégique est considérée comme l'épine dorsale logistique du projet. Elle permettra l'acheminement de millions de tonnes de minerai depuis les sites d'extraction vers les unités de traitement et de transformation implantées dans différentes régions du pays.

Les participants ont souligné l'importance de poursuivre le développement des capacités de cette ligne afin de garantir une parfaite intégration entre les différentes composantes de la filière. L'objectif est d'assurer un transport fluide du minerai brut ainsi que des produits transformés vers les complexes sidérurgiques nationaux, notamment celui de Tosyali à Oran, mais également vers les plateformes portuaires destinées à l'exportation.

Cette infrastructure ferroviaire représente également un facteur déterminant pour le développement économique du Sud-Ouest algérien et pour la création d'un corridor industriel reliant les régions minières aux grands pôles de transformation.

**L'unité de traitement primaire entre dans sa phase finale**

La réunion a également permis de faire le point sur l'unité de traitement primaire du minerai de fer de Gara Djebilet, dont le taux d'avancement a dépassé les 95 %. Cette installation in-

dustrielle, essentielle au démarrage de l'exploitation à grande échelle, est désormais entrée dans la phase des essais techniques. Les responsables du projet ont confirmé que les préparatifs sont en cours en vue du lancement effectif des opérations dans les prochaines semaines. La mise en service de cette unité constitue une étape décisive dans la valorisation du minerai extrait et marque le passage du projet à une phase industrielle concrète.

Les travaux de la réunion ont également porté sur le projet de production de concentrés de fer dans la région de Toumiat, dans la wilaya de Béchar. Réalisé dans le cadre d'un partenariat entre le groupe public FERAAL et le groupe Tosyali Algérie, ce projet permettra de produire des concentrés à forte teneur en fer destinés à alimenter les unités sidérurgiques nationales.

Cette installation contribuera à augmenter significativement la valeur ajoutée des ressources minières nationales tout en renforçant l'approvisionnement des industries de transformation en matières premières locales.

Les participants ont également examiné le projet du futur complexe sidérurgique de Bethioua, dans la wilaya d'Oran. Cette nouvelle infrastructure industrielle est appelée à jouer un rôle majeur dans l'absorption progressive des volumes de minerai provenant de Gara Djebilet et dans le renforcement des capacités nationales de production d'acier. Véritable projet de souveraineté économique, Gara Djebilet incarne ainsi l'ambition de l'Algérie de bâtir une industrie sidérurgique intégrée, compétitive et capable de soutenir durablement la croissance nationale tout en consolidant l'indépendance industrielle du pays.

## MINE DE BLED EL HADBA (TEBESSA)

## Le ministre inspecte l'avancement des travaux de pré-exploitation

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a inspecté, hier, l'avancement des travaux de la "phase de préparation de l'exploitation" de la mine de phosphate de Bled El Hadba, près de Bir El Ater (Tébessa).

Le ministre qui effectuait une visite d'inspection et de travail sur le site de la mine de Bled El Hadba, a souligné que ce projet "revêt une importance particulière dès lors qu'il constitue le maillon essentiel du projet de phosphate intégré qui s'étend sur les wilayas de Tébessa, de Souk Ahras et d'Annaba, et qui vise à développer l'industrie des engrais et à renforcer en valeur ajoutée les ressources minières nationales".

M. Hanifi a reçu, in situ, des explications sur l'avancement des travaux de préparation du site minier, en cours depuis octobre 2024, et qui incluent l'élimination des couches stériles et la préparation du site pour entamer l'extraction du phosphate brut.

Les données fournies sur place indiquent qu'il sera produit, au titre de la première phase, 3,5 millions de tonnes de phosphate, dont 2,5 millions de tonnes destinées à approvisionner l'unité de Bled El Hadba, où s'effectueront la valorisation et l'enrichissement du minerai, d'ici à la fin de l'année 2026.

Le bilan des travaux réalisés jusqu'à présent, portant sur l'élimination d'environ 1,5 million de tonnes de couches stériles et la fourniture d'un million de tonnes de phosphate brut, a également été présenté au ministre.

Les responsables du projet, ont indiqué, dans ce contexte, que le rythme des travaux connaîtra une accélération au cours du second semestre de l'année en cours, afin de préparer l'équivalent de 4 millions de tonnes de phosphate brut avant la fin du deuxième trimestre de l'année 2027, ce qui couvre la quasi-totalité des besoins annuels en matière première pour les unités de valorisation du minerai.

Le ministre a également écouté des exposés présentés par les responsables de la Société des mines de phosphate (SOMIPHOS) au sujet du plan d'exploitation global du site, qui devrait atteindre une capacité de production de 10 millions de tonnes par an grâce à l'élimination des couches stériles, l'extraction de la matière première, son stockage et son orientation vers les unités de traitement.

Les intervenants ont souligné que le projet vise à produire 6 millions de tonnes de phosphate enrichi par an afin de le transformer localement au sein du pôle industriel de Oued Kebrtit (Souk Ahras), actuellement en cours de réalisation, et de commercialiser l'excé-

dent dans le cadre du projet de phosphate intégré.

Le ministre des Mines et des Industries minières a souligné, à cette occasion, l'engagement de l'Etat à accompagner les grands projets miniers et à mettre en place les conditions nécessaires à leur réalisation, avant d'insister sur le fait que l'exploitation de la mine de Bled El Hadba constitue un pilier essentiel de la stratégie de valorisation du phosphate, de développement de l'industrie des engrais et de renforcement de la souveraineté économique nationale.

M. Hanifi a également réaffirmé l'engagement de l'Etat, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à fournir toutes les conditions, le soutien et les facilités nécessaires, affirmant que l'Algérie avance avec détermination et fermeté vers l'atteinte de ses grands objectifs économiques, notamment en accélérant les préparatifs pour la valorisation et l'exportation du phosphate. Le ministre a rappelé que l'exploitation de la mine de Bled El Hadba représente le maillon essentiel de la chaîne industrielle qui aboutira à la production d'engrais, ce qui explique, selon lui, l'importance capitale des travaux de préparation afin d'ouvrir la mine dans les délais impartis.

Synthèse R.E.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GECF EN VISITE DE TRAVAIL EN ALGÉRIE

**Le développement du marché gazier à l'ordre du jour**

Par Z.R.

Le Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), M. Philip Mshelbila, effectuera une visite de travail en Algérie du 20 au 23 juin 2026, accompagné d'une délégation du Forum, a annoncé hier le ministère des Hydrocarbures dans un communiqué.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la concertation et de la coordination entre l'Algérie et le GECF autour des évolutions des marchés mondiaux du gaz naturel, des perspectives de développement de l'industrie gazière, des défis liés à la sécurité des approvisionnements, à l'investissement dans le secteur et à la transition énergétique. Elle vise également à promouvoir la coopération scientifique et technique entre les États membres, ajoute la même source.

Selon les détails communiqués par le ministère, le secrétaire général du GECF aura un programme chargé, comprenant une série de rencontres avec plusieurs responsables algériens, notamment le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab. Les discussions porteront sur les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et le Forum ainsi que sur le développement d'initiatives communes dans les domaines de la recherche scientifique, de l'innovation et de l'échange d'expertises.

Le Secrétaire général du GECF se rendra également à l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), relevant du Forum et établi en Algérie, afin de s'enquérir de l'état d'avancement de ses activités et de ses programmes futurs. Inauguré à Alger le 29 février 2024 en marge du septième Sommet du GECF, cet institut constitue une plateforme scientifique spécialisée dédiée à la promotion de la recherche et de l'innovation dans le domaine du gaz naturel, ainsi qu'au renforcement de la coopération entre les centres de recherche, les experts et les entreprises énergétiques des pays membres.

La visite comprendra également des réunions de travail avec les cadres de l'Institut ainsi qu'une visite technique au Centre de supervision et de contrôle du réseau de transport de gaz du groupe Sonatrach. Cette étape permettra à la délégation de découvrir l'expérience algérienne en matière de gestion des infrastructures gazières et de développement des systèmes de surveillance et de contrôle.

Cette visite témoigne de la place importante qu'occupe l'Algérie au sein du Forum des pays exportateurs de gaz et du rôle actif qu'elle joue dans la promotion du dialogue et de la coopération entre les États membres, au service de la stabilité des marchés gaziers et du renforcement de la contribution de cette ressource au développement économique et social durable.

### TIZI-OUZOU Sept circuits thématiques pour promouvoir la destination locale

Sept circuits touristiques thématiques ont été répertoriés par la direction du Tourisme et de l'artisanat (DTA) de Tizi-Ouzou qui a également édité un nouveau guide touristique afin de valoriser les riches potentialités naturelles, culturelles, historiques et artisanales de la wilaya, a-t-on appris auprès des responsables de cette institution.

Les sept circuits tracés à travers les différentes communes et daïras ainsi que le nouveau guide touristique, visent à « offrir une visibilité accrue aux opérateurs du secteur et à guider les flux de visiteurs nationaux et étrangers » et promouvoir la destination Tizi-Ouzou, a-t-on précisé de même source. Concernant les circuits, ils s'articulent autour des réseaux routiers stratégiques afin de faciliter l'accessibilité aux sites répertoriés.

L'objectif est d'attirer les investisseurs vers les Zones d'Expansion Touristique (ZET) et intégrer l'artisanat d'art ainsi que la gastronomie locale comme leviers majeurs de l'économie circulaire et du développement durable de la région. Ce schéma directeur consiste fondamentalement en la promotion de l'activité touristique et concerne l'ensemble du territoire de la wilaya, particulièrement riche en patrimoines variés.

Agence

### GHARDAÏA Huit piscines de proximité mises à la disposition des jeunes

Huit (8) piscines de proximité ainsi que des piscines mobiles sont mises à la disposition des jeunes dans la wilaya de Ghardaïa, dans le cadre de la saison estivale 2026, a-t-on informé auprès de la direction locale de la Jeunesse et des Sports.

Ces installations sportives constituent une bouffée d'oxygène pour les enfants et les jeunes pendant la saison estivale qui enregistrent une augmentation sensible des températures, et permettent l'amélioration de leur condition physique et mentale, a indiqué le DJS, Hacène Yakoubi.

Plusieurs piscines mobiles ont été mises en service dans les zones éloignées, afin d'offrir des espaces de loisirs durant et de détente aux enfants et leur permettre de bénéficier des activités organisées la saison estivale par la DJS.

Le programme de la saison estivale, dont l'ouverture a été supervisée par les autorités de la wilaya de Ghardaïa à la piscine de proximité de Bouhraoua, au chef-lieu de wilaya, et à la piscine semi-olympique du quartier El-Hadba, dans la commune de Métlili, comprend diverses activités sportives et de loisirs.

Le wali de Ghardaïa, Abdallah Abi-Nouar, a insisté sur la mise à la disposition des jeunes d'espaces sûrs et bien aménagés, où ils pourront meubler leur temps libre de bonne manière, démontrant la nécessité d'offrir des prestations de qualité, à la hauteur des attentes de la population locale.

R. E.

## TIARET/CAMPAGNE DE MOISSON-BATTAGE Dispositions exceptionnelles pour l'accompagnement des agriculteurs

Des mesures exceptionnelles ont été mises en place dans la wilaya de Tiaret pour accompagner les agriculteurs durant la campagne de moisson-battage, notamment en matière de protection des cultures contre les incendies, de rapprochement des points de collecte des récoltes et de facilitation du paiement des producteurs, a indiqué, jeudi, le secrétaire général de la wilaya chargé de sa gestion, Rabah Mourad Yeza.

Lors du lancement officiel de la campagne à la ferme pilote Si Haïder, dans la commune de Mellakou, M. Yeza a précisé qu'un important parc de matériel agricole a été mobilisé afin d'accélérer les opérations de récolte.

Il a également annoncé la mise à disposition de 71 points de collecte pertinents des trois coopératives de céréales et légumes secs CCLS de la wilaya, destinées à réceptionner les productions des agriculteurs.

Le responsable a indiqué qu'une cellule de veille regroupant les services de la Direction des services agricoles, de la Protection civile, de la Conservation des forêts, de la Gendarmerie nationale et des communes a été installée afin d'assurer une intervention rapide en cas d'incendie. Ce dispositif a déjà démontré son efficacité sur le terrain, tous les dépôts de feu enregistrés ayant été maîtrisés rapidement sans causer de pertes importantes.

Pour sa part, le directeur des services agricoles, Boualem Mekhaneg, a indiqué que depuis le début des récoltes dans les zones les plus chaudes de la wilaya, qui ont concerné environ 1.000 hectares, une production de 177,4 quintaux de différentes céréales a été enregistrée, avec un rendement moyen de 18 quintaux par hectare. Ces résultats renforcent les prévisions optimistes pour la campagne en cours, notamment dans les régions du nord de la wilaya spécialisées dans la multiplication des se-



mences céréalières. Afin d'assurer le bon déroulement de la campagne, les autorités ont mobilisé notamment 1.200 moissonneuses-batteuses, 5.700 tracteurs, 3.238 remorques, 2.360 citernes d'eau et 3.244 équipements destinés au ramassage et au bottelage du fourrage. La majorité de ce matériel appartient à des opérateurs privés.

Par ailleurs, des capacités de stockage estimées à 4,8 millions de quintaux ont été mises à disposition au niveau des coopératives de céréales et légumes secs, avec la possibilité d'utiliser à des entrepôts privés en cas de besoin. Dans le cadre de la simplification des procédures de collecte, plu-

sieurs mesures administratives ont été prises pour encourager les agriculteurs exploitants des terres sans titre de propriété à livrer leurs récoltes au CCLS. Des facilités ont également été accordées pour le règlement des créances dues aux producteurs, afin de leur permettre d'achever les opérations de moisson dans de bonnes conditions. La campagne de moisson-battage de cette année porte sur une superficie totale de 257.000 hectares, répartie comme suit : 97.500 hectares de blé dur, 16.000 hectares de blé tendre, 140.000 hectares d'orge et 3.500 hectares d'avoine.

APS

### TIMIMOUN

## Campagne de sensibilisation sur la culture du maïs en grain sous pivot

Une campagne de sensibilisation des opérateurs agricoles sur la culture du maïs en grain sous-pivot, a été lancée à Timimoun par la Chambre de l'Agriculture, en coordination avec la société Agro-Seed.

L'initiative, lancée jeudi, s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des agriculteurs et leur orientation

vers l'adoption de l'itinéraire technique approprié et le recours aux technologies modernes et innovantes, garantissant une des rendements et une extension des superficies cultivées, a indiqué le président de la Chambre de l'Agriculture de Timimoun, Mohamed Kerroumi. Des experts ont prodigué des conseils et des informations tech-

niques sur les méthodes d'utilisation des semences et le traitement des maladies, donnant également des recommandations concernant la préparation des sols pour assurer un bon drainage, les quantités d'eau d'irrigation et l'apport en engrais, à fait savoir à l'APS le directeur de l'antenne Sud de la société Agro-Seed, Abdelouahed Maoua.

Des sorties sur le terrain seront également organisées dans les exploitations agricoles afin d'observer les techniques de culture du maïs en grain, d'irrigation et de fertilisation, le maïs entrant en grande partie dans la fabrication des aliments pour la volaille et le bétail.

Agence

### ANNABA

## 60 exposants à la première édition du Salon national de l'industrie cosmétique et des soins

La première édition du Salon national de l'industrie cosmétique et des soins "CosmiBona" s'ouvre, jeudi, à Annaba, avec la participation de plus de 60 exposants.

Le premier jour de cet événement, organisé à l'initiative d'une entreprise spécialisée dans l'organisation de salons et de manifestations économiques et professionnelles, et qui se poursuivra jusqu'au 20 juin, a enregistré une affluente notable d'opérateurs économiques locaux et de professionnels spécialisés dans la production de produits cosmétiques, de parfums ainsi que de produits de soins de la peau et des cheveux.

Ce rendez-vous professionnel ambitionne de constituer une plateforme dynamique

réunissant des fabricants et des distributeurs dans les domaines des produits cosmétiques, pharmaceutiques et parapharmaceutiques, ainsi que des experts en beauté, des investisseurs, des entrepreneurs et des porteurs de projets de startup désireux d'intégrer ce secteur prometteur, a déclaré à l'APS, le directeur du salon, Khalifa Bella.

Le même intervenant a ajouté que le salon, qui devrait attirer environ 5.000 visiteurs parmi les professionnels et les commerçants, vise principalement à soutenir le produit national et à encourager l'innovation dans l'industrie des cosmétiques et espace des soins, tout en offrant un échange d'expériences et de développement de partenariats commerciaux avec

des entreprises étrangères contribuant à renforcer la confiance du consommateur dans le produit algérien et à découvrir les technologies les plus récentes utilisées dans cette industrie.

Dans le même contexte, les organisateurs cherchent, à travers cette manifestation économique, à "jeter des ponts de coopération entre les différents acteurs du marché afin de contribuer à la promotion de l'investissement local, à la réduction de la facture d'importation et à l'approvisionnement du marché national en marques algériennes compétitives, capables de suivre le rythme de la croissance et de la demande continue dans ce secteur", a souligné M. Bella.

APS

## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN ALGÉRIE

## Comment transformer l'ambition en capacité

*L'intelligence artificielle est partout, dans les discours, dans les plans et les promesses. En Algérie, elle s'impose comme l'un des nouveaux marqueurs de la modernisation en général. Mais derrière cet élan, une question essentielle demeure : l'IA, pour quoi faire ? Car au fond, elle ne vaut ni par son prestige ni par l'effet d'annonce qu'elle produit. Une nation ne se transforme pas avec des slogans technologiques, mais avec des finalités claires, des données fiables, des systèmes solides et une vision de souveraineté. À défaut d'objectifs précis, de données maîtrisées, de systèmes d'information robustes.*

3<sup>e</sup> partie et fin

Par Ali Kahlane (\*)

**L**e sujet de fond est donc clair : on ne branche pas sérieusement l'intelligence artificielle sur du désordre. On ne demande pas à des modèles de compenser des failles structurelles que les systèmes d'information n'ont pas encore corrigées. On ne produit pas une décision plus intelligente sur une base informationnelle mal ordonnée. Avant la sophistication, il faut de la solidité. Avant l'automatisation avancée, il faut la cohérence de base. Avant la vitesse, il faut l'ordre.

**Une IA pour combattre la bureaucratie!**

C'est dans l'administration que l'Algérie pourrait obtenir l'un des gains les plus rapides et les plus visibles. L'un des premiers chantiers utiles de l'IA pourrait être la lutte contre l'absurdité administrative, la bureaucratie. Non pas la bureaucratie abstraite, théorique ou idéologique, mais celle qui immobilise des dossiers, bloque des équipements, multiplie les pièces redondantes, juxtapose des textes contradictoires et décourage les opérateurs économiques.

Ici, l'IA peut devenir un outil de simplification très concret. Elle peut aider à détecter automatiquement les contradictions procédurales. Elle peut repérer les impasses réglementaires avant qu'un dossier ne s'enlise. Elle peut orienter un opérateur vers la bonne procédure en fonction de la nature réelle de son activité. Elle peut cartographier les goulets d'étranglement en analysant les dossiers suspendus, les délais anormaux, les pièces le plus souvent redemandées et les points où l'interprétation administrative diverge. Dans un tel usage, l'IA ne sert pas à faire moderne. Elle ne sert pas à impressionner. Elle sert à rendre l'État plus lisible, plus fluide, plus prévisible et plus utile. C'est exactement là que la technologie peut cesser d'être un symbole pour devenir un instrument. Et c'est aussi là que le citoyen, l'entreprise et l'administration peuvent commencer à percevoir une valeur réelle, concrète, mesurable.

Ce point est important, parce qu'il rétablit un bon ordre des priorités. Nous avons souvent tendance à réserver l'IA à des usages spectaculaires ou très sophistiqués, alors qu'elle pourrait déjà créer énormément de valeur dans des fonctions de simplification, de cohérence procédurale, d'aide à l'instruction, d'orientation des usagers et de réduction des frictions inutiles. Dans un pays où une part excessive de l'énergie économique et administrative se perd encore dans la friction, dans la redondance, dans l'incertitude procédurale et dans les blocages absurdes, cet usage-là n'a rien de secondaire. Il est stratégique. Car une administration plus intelligente n'est pas seulement une administration



numérisée. C'est une administration plus compréhensible, plus cohérente, plus rapide, plus transparente et plus juste dans son fonctionnement quotidien.

**6. Sans souveraineté sur la donnée, point de souveraineté sur l'IA**

Mais il faut être lucide. L'IA ne réparera pas seule des systèmes qui n'ont pas encore achevé leur transformation numérique de base. Elle peut aider. Elle peut accélérer. Elle peut révéler des incohérences. Elle peut améliorer des chaînes de traitement. Mais elle ne remplacera jamais le travail de structuration, d'urbanisation des systèmes, de gouvernance et de décision stratégique. C'est pourquoi la technologie doit rester au service d'une méthode, et non l'inverse.

Cette exigence rejoint une autre question décisive : celle de la souveraineté. Un pays qui ne maîtrise ni ses données, ni ses infrastructures, ni ses normes, ni ses capacités d'audit, ni ses cas d'usage prioritaires, dépendra toujours des arbitrages techniques, économiques et politiques des autres. L'IA ne doit donc pas être pensée comme une mode importée. Elle doit être intégrée à une architecture plus large de souveraineté informationnelle, économique et stratégique.

Cette question est loin d'être abstraite. Elle touche à la capacité d'un pays à protéger ses intérêts, à sécuriser ses infrastructures critiques, à maîtriser ses référentiels, à gouverner ses flux d'information, à auditer les systèmes qu'il utilise et à ne pas abandonner à d'autres la définition de ses dépendances technologiques futures. Une nation qui consomme l'IA sans maîtriser les couches essentielles sur lesquelles elle repose ne fait pas un saut de souveraineté. Elle change simplement de dépendance.

Cela implique aussi un cadre éthique et juridique sérieux. Qui répond d'un refus automatisé injustifié ? Qui assume une er-

reur de recommandation médicale ? Qui contrôle la qualité des données ? Qui audite les algorithmes ? Qui fixe les limites de l'acceptable ? Ces questions ne sont pas périphériques. Elles ne viennent pas après. Elles font partie du cœur même d'une stratégie nationale responsable. Car toute technologie qui touche à la décision, à l'accès, à l'allocation, à la surveillance ou à l'évaluation appelle des mécanismes clairs de responsabilité, de contrôle et de recours.

Sans cela, la modernisation peut vite produire de nouvelles opacités au lieu de corriger les anciennes.

**7. Le vrai test de l'IA n'est pas ce qu'elle promet, mais ce qu'elle transforme**

Enfin, il faut dépasser un autre contresens fréquent. Le vrai risque n'est pas seulement de mal encadrer l'IA. C'est aussi de s'en servir comme alibi en l'absence de vision. Lorsqu'une organisation invoque l'IA pour réduire, couper, comprimer et justifier des décisions de court terme, elle révèle moins la puissance de la technologie que la pauvreté de sa pensée stratégique. À l'inverse, lorsqu'elle l'utilise pour améliorer un service, ouvrir de nouveaux usages, fiabiliser ses opérations, mieux servir l'utilisateur ou renforcer ses capacités, elle montre qu'elle a compris l'essentiel. La leçon est simple pour notre pays. L'IA ne doit pas être pensée comme une machine à économiser des salaires. Elle doit être conçue comme un multiplicateur de capacités nationales. Une stratégie bien construite ne détruit pas mécaniquement le travail. Elle transforme les métiers, élève les exigences de qualification, crée de nouveaux besoins en données, en audit, en cybersécurité, en intégration, en maintenance, en gouvernance et en formation.

C'est un point capital, car un pays comme le nôtre a précisément besoin d'augmenter ses capacités, pas de les comprimer. Il a besoin de mieux administrer, mieux produire, mieux planifier, mieux sécuriser, mieux maintenir, mieux superviser, mieux décider et mieux former. Il a besoin d'une technologie qui renforce ses leviers d'action, qui élargisse ses marges de manœuvre, qui améliore sa qualité d'exécution et qui rende ses institutions plus performantes. C'est cela, une lecture juste de l'IA à l'échelle nationale.

Au fond, la vraie question n'est pas : avons-nous de l'IA ? La vraie question est tout autre : avons-nous défini les finalités, préparé les données, défini les systèmes, coordonné les acteurs, encadré les usages et assumé la souveraineté nécessaires pour qu'elle serve réellement le pays ?

Si la réponse reste floue, l'IA restera un mot fort posé sur des bases fragiles. Si, au contraire, l'Algérie prend le temps de construire méthodiquement ses fondations, de choisir ses priorités et de relier l'IA à une politique cohérente de la donnée, des systèmes d'information, des compétences, de la cybersécurité, de l'éthique et de la souveraineté, alors elle pourra transformer une ambition proclamée en capacité réelle.

L'Algérie n'a pas besoin d'ajouter de nouvelles annonces à celles qui existent déjà. Elle a surtout besoin d'appliquer réellement, avec méthode et continuité, la SNTN et la SNIA, telles qu'elles ont été conçues. Si ces deux stratégies avancent effectivement selon leurs orientations, leurs priorités et leur calendrier, alors l'IA pourra prendre sa vraie place : non pas comme un symbole, mais comme un levier concret de modernisation, d'efficacité et de souveraineté.

(\*) Expert en stratégie numérique, vice-président du think tank CARE  
Source: Care.dz publié le 24 Mars 2026

## MAURITANIE

**Le pôle de développement de la wilaya du Trarza s'étend sur une superficie de 800 000 hectares**

Des membres du gouvernement ont commenté, jeudi soir, les résultats du

Conseil des ministres qui s'est tenu plus tôt dans la matinée. Il s'agit du ministre de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, du ministre de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers, M. Mohamed Malanine Ould Eyih, et du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, M. Mohamed Ahmedou Mhaimid. Dans son mot introductif, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le Conseil a examiné et adopté plusieurs projets de décrets ainsi que des communications, notamment la transformation du Centre supérieur d'enseignement technique en Institut national supérieur de l'enseignement technique, la création d'un pôle de développement dans la wilaya du Trarza, la délivrance de permis d'exploration minière et la concession provisoire de terrains afin d'encourager l'investissement. Il a ensuite invité ses homologues ministres à apporter, chacun en ce qui le concerne, davantage de précisions.

Prenant la parole à sa suite, le ministre de la Formation professionnelle a rappelé que la Mauritanie accorde un intérêt particulier à la formation professionnelle, notant que la capacité d'accueil des établissements est passée de 4 000 à 20 000 places en six ans. Il est revenu sur les efforts entrepris pour améliorer les conditions de travail des enseignants ainsi que les curricula, soulignant que le secteur obtiendra bientôt des certifications ISO au regard de la qualité des services fournis. Le ministre, lors de sa présentation des points saillants du projet de transformation du Centre supérieur d'enseignement technique de Nouakchott (CSET) en Institut national supérieur de l'enseignement technique, a rappelé que des avancées importantes ont été réalisées en matière de gouvernance et d'adéquation des formations avec les besoins du marché de l'emploi, en concertation avec les entreprises. Il a rappelé que le CSET a, depuis sa création en 1982, formé des milliers de cadres compétents qui ont accompagné la transformation du pays. Toutefois, le niveau de diplôme s'arrêtait jusqu'ici au BTS. Désormais, l'établissement sera doté de filières de licence et de master. Selon le ministre, il s'agit d'une demande populaire qui vient d'être satisfaite et qui coïncide avec la nécessité d'élever le niveau des compétences. La transformation du CSET permettra également l'intégration d'un cycle de formation de formateurs ainsi que d'inspecteurs de la formation professionnelle.

Agence

## ÉGYPTE

**La SFI prépare un financement de 174 millions \$ pour le complexe d'engrais d'Indorama**

Prix en hausse de 25 %, exportations chinoises en retrait, fret maritime sous tension : le marché des phosphates n'a jamais autant récompensé les nouveaux entrants. C'est dans ce contexte que la SFI prépare un financement pouvant atteindre 174 millions de dollars pour le complexe égyptien d'Indorama.

## Synthèse Rédaction I.

La Société financière internationale (SFI), filiale du Groupe Banque mondiale dédiée au secteur privé, prépare un financement pouvant atteindre 174 millions de dollars au profit du complexe d'engrais phosphatés que le groupe Indorama développe à Aïn Sokhna, dans la Zone économique du canal de Suez.

Selon la note de revue environnementale et sociale publiée le mardi 16 juin, le montage associe un prêt A de la SFI pouvant atteindre 100 millions de dollars et une mobilisation de prêts B pouvant atteindre 74 millions de dollars. Le solde proviendra de prêteurs parallèles et d'apports en fonds propres des actionnaires.

Le complexe a été officialisé le 8 avril, lors d'une cérémonie tenue en présence du Premier ministre égyptien Moustafa Madbouly. Porté par une coentreprise entre Indorama, via sa filiale néerlandaise Indorama Holdings B.V., et l'égyptien Misr Phosphate, il représente un investissement d'environ 525 millions de dollars pour sa première phase. La SFI et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement avaient été mandatées pour mener la syndication de la dette.

## Un marché mondial favorable aux nouveaux producteurs

Le projet intervient dans un contexte géopolitique tendu. La Chine, longtemps premier exportateur mondial de cette matière, a suspendu ses expéditions jusqu'en août 2026 afin de sécuriser son marché intérieur, réduisant l'offre disponible sur le marché international. Dans le même temps, les perturbations dans le détroit d'Ormuz, un corridor stratégique pour le commerce mondial des engrais, ont accentué les tensions sur l'approvisionnement. Résultat, les prix du phosphate diammonique (DAP) ont bondi d'environ 25 % sur un an à la mi-mars. Cette rareté confère un avantage stratégique aux nouveaux producteurs capables d'approvisionner un marché mondial sous tension. Une fois opérationnelle, l'usine d'Aïn Sokhna devrait produire 600 000 tonnes d'engrais phosphatés par an, dont près de 80 % destinées à l'exportation. La roche phosphatée, estimée à 1,25 million de tonnes par an, sera fournie par les mines exploitées par Misr Phosphate dans la région de la mer Rouge. Le complexe ne part toutefois pas d'une page blanche. L'Égypte produit de cette matière première essentielle depuis 1947 et compte déjà des fabricants d'engrais établis, à l'image

d'Abu Zaabal Fertilizers, dont la production avoisine le million de tonnes par an. Troisième détenteur mondial de réserves de cette ressource minière derrière le Maroc et la Chine, le pays a longtemps exporté une partie de sa roche brute. Le projet d'Aïn Sokhna, dont la première production n'est pas attendue avant 2028, illustre le basculement vers une transformation locale à plus forte valeur ajoutée.

Dans cette coentreprise, Misr Phosphate détient 15 % du capital mais bénéficiera de 20 % de la production. Indorama en assurera la conduite opérationnelle. L'enjeu est également de concurrencer le Maroc, leader mondial des phosphates transformés, sur un marché rendu encore plus attractif par les tensions sur l'offre mondiale.

Le projet s'inscrit dans la stratégie égyptienne de valorisation des ressources minières. En 2024, les exportations d'engrais du pays ont atteint 2,18 milliards de dollars, dominées à 71 % par les produits azotés, tandis que la contribution des phosphates demeure marginale. L'entrée en production du complexe devrait contribuer à corriger ce déséquilibre et à positionner l'Égypte comme un pôle régional d'engrais phosphatés à forte valeur ajoutée.

## TUNISIE

**4 611 infractions économiques relevées depuis début juin**

Le ministère du Commerce et du Développement des exportations a annoncé que les services de contrôle économique, en coordination avec les services sécuritaires, ont mené depuis le début du mois de juin 2026 une série d'interventions de contrôle conjointes et ci-

blées. Ces opérations visent à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens, à travers la lutte contre les pratiques monopolistiques et les hausses excessives des prix dans les circuits de distribution des produits de consommation de base, ainsi que l'ajustement des prix sur place.

Ces interventions ont permis de relever 4 611 infractions économiques, dont 2 068 concernent les produits agricoles et de la pêche, et 1 533 les produits alimentaires. Le nombre d'infractions constatées dans le domaine des dépassements liés aux prix et aux pratiques monopolis-

tiques a atteint 1 335. Ces opérations ont également donné lieu à la saisie de 49 tonnes de légumes et de fruits, ainsi que d'autres quantités de produits de consommation.

Agence

## LIBYE

**La NOC réhabilite le champ pétrolier Mabrouk et vise 40 000 barils par jour**

Les années de conflit en Libye ont laissé de nombreux champs pétroliers endommagés ou à l'arrêt. Depuis début 2026, la National Oil Corporation (NOC) multiplie les initiatives pour les réhabiliter, attirer de nouveaux investisseurs et soutenir ainsi sa production.

En Libye, le champ pétrolier Mabrouk a repris ses opérations à pleine capacité. Le 14 juin dernier, la National Oil Corporation (NOC) a annoncé l'achèvement de tests opérationnels et de capacité de production. Des essais consécutifs à d'importants travaux de maintenance et de redéveloppement. Durant la phase de test, la production a atteint environ 30 000 barils par jour, pour une production cumulée d'environ 2,5 millions de barils depuis le démarrage des opérations. La prochaine étape est désormais de porter cette capacité à 40 000 barils par jour, conformément à la stratégie de développement du champ.

Ce redémarrage marque une étape importante pour un champ qui avait subi de graves dommages et un arrêt complet lors des an-

nées de conflit en Libye. En février, TotalEnergies avait déjà relancé la production sur le champ Mabrouk à environ 25 000 barils par jour, dans le cadre d'un accord de développement à long terme signé avec la NOC et ConocoPhillips pour le projet pétrolier Waha. « Cet accomplissement va au-delà d'une simple restauration de la production. Il reflète la capacité de la NOC à mettre en œuvre des plans de réhabilitation des actifs pétroliers endommagés et à restaurer leurs capacités opérationnelles, soutenant ainsi l'économie nationale », a indiqué l'entreprise pétrolière publique dans un communiqué.

## Un champ qui s'inscrit dans la montée en puissance de la NOC

Le redémarrage de Mabrouk s'inscrit dans une série d'initiatives similaires engagées depuis le début de l'année. En février, la NOC avait déjà relancé le champ Sinawen dans la région de Nalut, après plus de trois ans et demi d'arrêt dû à des difficultés financières et techniques. Ce champ, d'une capacité de 20

000 barils par jour, avait été inauguré en 2020 avant d'être mis à l'arrêt. La même semaine, la raffinerie Al-Sarir avait retrouvé sa pleine capacité après une révision majeure de son unité de distillation.

La réhabilitation des champs endommagés n'est qu'une partie de la stratégie. La NOC a également engagé un processus d'appel d'offres pour une quarantaine de gisements peu productifs disséminés dans les bassins de Syrte, Murzuq, Ghadamès et Sabratha. Ces champs jugés jusqu'ici non rentables avec les méthodes traditionnelles, pourraient retrouver une viabilité économique grâce aux technologies modernes. Leur production individuelle est estimée entre 5 000 et 20 000 barils par jour, a rapporté Energy Capital & Power en janvier.

En réhabilitant les champs existants et en mettant en valeur les gisements marginaux, les autorités libyennes cherchent à concrétiser leur ambition d'atteindre un plateau de production de 2 millions de barils par jour d'ici 2030, contre 1,43 million actuellement.

R I.

## ÉTHIOPIE

# Un projet de 10 millions \$ pour renforcer les capacités de production avicole

En Éthiopie, l'élevage contribue à hauteur de 45 % au PIB agricole. L'aviculture est l'une des filières les plus dynamiques du secteur, portée par une demande croissante en protéines animales et par les efforts du gouvernement pour en améliorer les performances.

Par Rédaction Internationale

En Éthiopie, le ministère de l'Agriculture a annoncé le lundi 15 juin la signature d'un contrat avec la société chinoise Agrifam Co., Ltd, spécialisée dans l'ingénierie agroalimentaire, pour la mise en place d'un couvoir avicole moderne entièrement automatisé. Il s'agit d'une infrastructure qui permet d'assurer l'incubation des œufs de volailles (poulets, dindes, canards, etc.) afin de produire des poussins d'un jour destinés à l'élevage.

D'un coût total de 10,15 millions \$, ce projet est financé dans le cadre du Programme de développement de la chaîne de valeur avicole en Éthiopie (E-PVDP), soutenu par la Banque africaine de développement (BAD).

Selon les informations relayées par le média local Fidel Post, l'infrastructure disposera d'une capacité d'incubation de 63 millions d'œufs par an. Avec ce nouveau projet, l'ambition affichée par les au-

torités est de renforcer les capacités de production avicole du pays et d'améliorer l'accès des producteurs à des intrants de qualité tout au long de la chaîne de valeur. « Le projet comprend notamment la livraison d'équipements de pointe, leur installation, les essais techniques, la mise en service ainsi que la construction des infrastructures associées. L'accord prévoit également la fourniture de pièces de rechange pendant une période de cinq ans, afin de garantir la durabilité opérationnelle et la fiabilité des installations sur le long terme », peut-on lire dans un communiqué du ministère de l'Agriculture.

Selon les termes du contrat, les travaux devraient démarrer dans la semaine suivant son entrée en vigueur tandis que l'achèvement complet du projet est prévu dans un délai de douze mois.

### Un contexte opportun

L'annonce de ce projet d'investissement in-

tervient alors que le gouvernement poursuit la réalisation de ses ambitions de croissance dans l'industrie avicole. Dans le cadre de sa Stratégie nationale de développement de la volaille 2022-2031, Addis Abeba s'est fixé pour objectif de porter la production de viande de poulet à 106 000 tonnes par an à terme.

Le pays affiche déjà une dynamique favorable.

Selon les estimations de la FAO, la production de viande de poulet a atteint 61 261 tonnes en 2024, contre 48 846 tonnes en 2022, soit une progression de 25 % en deux ans.

Au-delà de l'augmentation de l'offre locale de poussins, l'investissement vise également à réduire la dépendance du pays aux importations.

D'après les données de Trade Map, l'Éthiopie a importé pour près de 3,4 millions \$ de poussins en 2025 afin de répondre aux besoins de son marché intérieur.

## ZIMBABWE

## ZimGreenCo sécurise un PPA de 25 ans pour une centrale solaire de 50 MW

L'ouverture progressive des marchés électriques en Afrique australe favorise l'émergence de nouveaux modèles d'approvisionnement entre producteurs privés et grands consommateurs.

Dans un communiqué publié jeudi 18 juin, ZimGreenCo, filiale zimbabwéenne du négociant régional d'électricité Africa GreenCo, et Dolcin Trading ont annoncé la signature d'un contrat d'achat d'électricité de 25 ans pour une centrale solaire photovoltaïque de 50 MWac. Développée par la société sud-africaine Sigma Solar Africa près de Chegutu, dans la province du

Mashonaland Ouest, cette installation figure parmi les plus importants projets indépendants de production d'électricité renouvelable du pays.

Dans le détail, GreenCo achètera l'électricité produite par la centrale avant de la revendre aux utilisateurs intensifs d'électricité au Zimbabwe. Le projet s'appuie également sur un accord d'exploitation du système conclu en 2024 entre GreenCo et la compagnie publique Zimbabwe Electricity Transmission & Distribution Company (ZETDC), qui permet l'utilisation du réseau national pour acheminer cette énergie.

### Un modèle d'agrégation déjà éprouvé en Afrique australe

Pour Lion Mashiri, directeur général de ZimGreenCo, cet accord met en œuvre « un modèle reproductible permettant d'intégrer de nouvelles sources d'énergie renouvelable au réseau zimbabwéen et d'approvisionner les grands consommateurs d'énergie qui constituent le pilier de l'économie du pays ». Il illustre plus largement le mécanisme développé par GreenCo en Afrique australe. L'entreprise achète de l'électricité auprès de producteurs indépendants pour

la revendre à des entreprises, à des services publics ou sur le marché régional de l'électricité. En 2024, elle avait notamment mobilisé 55,5 millions USD pour financer plus de 130 MW d'importations d'électricité vers la Zambie afin d'atténuer la crise énergétique provoquée par la sécheresse.

Le projet de Chegutu marque une nouvelle étape dans le déploiement de ce modèle, qui favorise à la fois le développement de projets renouvelables et la fiabilisation de l'approvisionnement énergétique des consommateurs en Afrique australe.

R. I.

## RWANDA

## Kigali sécurise 100 millions \$ pour accélérer la transformation du transport urbain

Alors que les grandes métropoles africaines connaissent une urbanisation rapide et une pression croissante sur leurs infrastructures, les investissements dans la mobilité urbaine deviennent stratégiques pour soutenir la compétitivité économique et l'inclusion sociale.

Le Projet d'amélioration de la mobilité urbaine du Rwanda (Rwanda Urban Mobility Improvement Project, RUMI), visant à moderniser le système de transport à Kigali, bénéficiera d'un financement de 100 millions USD de l'Association internationale de développement (IDA), qui vient d'être approuvé par le gouvernement. Selon le ministère des Infrastructures, l'initiative vise à fluidifier les déplacements urbains, à renforcer l'offre de transport public et à améliorer l'accès des populations aux services essentiels dans la capitale, où la demande de mobilité dépasse désormais les capacités des infrastructures existantes.

Le projet, cofinancé par la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Union européenne (UE) et le gouvernement rwandais, entend répondre à plusieurs défis structurels affectant la mobilité urbaine à Kigali, notamment l'insuffisance des transports collectifs, le déficit d'infrastructures dédiées aux piétons et aux cyclistes, la congestion routière croissante et les enjeux de sécurité routière.

Selon la Banque mondiale, seulement un tiers des emplois dans la capitale rwandaise sont actuellement accessibles en moins d'une heure par les transports publics. Cette situation pourrait s'aggraver sous l'effet de la croissance démographique. Kigali, qui compte environ 1,7 million d'habitants, pourrait en effet voir sa population atteindre 3,8 millions d'ici 2050.

Parmi les principales composantes du projet figurent l'aménagement du pôle multimodal de Nyabugogo, la création de voies réservées aux bus, l'élargissement des trottoirs et des pistes cyclables afin de faciliter les déplacements du dernier kilomètre.

Agence

## NIGERIA

## La BID valide 150 millions \$ pour développer l'énergie solaire dans l'État du Niger

Déjà au cœur de la production hydroélectrique nigérienne, l'État du Niger pourrait renforcer son rôle dans le secteur énergétique grâce à ce nouveau projet soutenu par la Banque islamique de développement.

La Banque islamique de développement (BID) a approuvé un financement de 150 millions de dollars en faveur du Niger State Solar Energy Development Project pour accroître les capacités de

production d'électricité renouvelable dans l'État du Niger, au Nigeria. L'annonce a été faite le mardi 16 juin à l'issue de la 367e réunion du Conseil des administrateurs de l'institution, tenue à Bakou, en Azerbaïdjan.

Selon la BID, « le projet vise à développer la production d'électricité propre, améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, diversifier le bouquet énergétique et accompagner le pays

dans son engagement en matière d'atténuation des changements climatiques ». L'institution n'a toutefois pas précisé les caractéristiques techniques de cette initiative ni son calendrier de mise en œuvre.

Aucun détail supplémentaire n'a été communiqué concernant le coût total ou les éventuels cofinanciers. Cette approbation fait suite à l'annonce effectuée par l'État du Niger en janvier

2026, qui indiquait travailler avec la BID sur un projet d'électrification solaire évalué à 163 millions de dollars. Selon l'Agence Ecofin, citant le gouvernement, l'initiative prévoyait la construction d'une centrale solaire de 100 MW sur environ 200 hectares afin d'alimenter plusieurs zones d'habitation et de soutenir les activités agricoles et industrielles.

R. I.

## POINT-MARCHÉS

# L'Europe termine dans le rouge, prudence face aux négociations USA-Iran

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, les investisseurs restant prudents dans l'attente des négociations sur la mise en oeuvre du protocole d'accord entre Washington et Téhéran, tandis qu'Israël et le Hezbollah ont conclu un cessez-le-feu.

À Paris, le CAC 40 .FCHI a perdu 0,55% à 8.421,14 points. À Francfort, le Dax .GDAXI a abandonné 0,16%, tandis qu'à Londres le FTSE 100 .FTSE a cédé 0,35%.

L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E a reculé de 0,48%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,23% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,24%.

Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 0,38% et le CAC 40 a progressé de 0,84%. Wall Street est fermée vendredi en raison du Juneteenth, jour férié national en commémoration de la fin de l'esclavage aux États-Unis.

Alors que les marchés avaient ouvert avec l'annonce de nouvelles attaques israéliennes contre le Liban, en plus de l'annulation d'une réunion de négociations prévue en Suisse entre Washington et Téhéran, la séance s'est achevée sur une note plus apaisée sur le plan géopolitique. Israël et le Hezbollah se sont mis d'accord sur un cessez-le-feu, qui est entré en vigueur à 16h00 heure locale (13h00 GMT), ont rapporté à Reuters des hauts responsables américain et israélien.

Dans le même temps, des arrangements ont été pris afin que la réunion annulée entre les États-Unis et l'Iran puisse avoir lieu dans quelques jours, a déclaré le ministère suisse des Affaires étrangères. Le ministère iranien des Affaires étrangères a pour sa part estimé que la réunion en Suisse n'avait plus de caractère d'urgence étant donné qu'un protocole d'accord sur la fin de la guerre avait déjà été signé par voie électronique entre les deux parties.

Face à ces rebondissements, les marchés ont adopté un ton prudent dans l'attente davantage d'éclaircissements, en plus de digérer la série de décisions de politique monétaire de plusieurs des principales banques centrales survenue tout le long de la semaine.

Tandis que la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi et la Banque d'Angleterre (BoE) jeudi ont toutes deux laissé leurs taux directeurs inchangés, la Banque du Japon a relevé les siens mardi, dans le sillage de la Banque centrale européenne la semaine dernière.

Francfort pourrait par ailleurs relever ses taux d'intérêt une nouvelle fois dès le mois prochain si de nouveaux signes indiquaient que l'inflation s'étend au-delà du secteur énergétique, a déclaré Pierre Wunsch, membre du Conseil des gouverneurs de l'institution, à Reuters.

## Pétrole

Le Brent repasse légèrement au-dessus de la barre des 80 dollars le baril bien qu'il s'appête à enregistrer une baisse hebdomadaire de 8%, le trafic de pétroliers dans le détroit d'Ormuz ayant repris à la suite de la signature du protocole d'accord entre Téhéran et Washington.

"Même si les prix du pétrole n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant le début de la guerre, il semble que nous nous dirions dans cette direction", a déclaré Phil Flynn, analyste senior chez Price Futures Group, ajoutant que des volumes supplémentaires devraient transiter par le détroit d'Ormuz dans les prochains jours. Le Brent LCOc1 prend 0,54% à 80,28 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) CLc1 avance de 0,78% à 77,20 dollars.

## Valeurs

À Paris, Eurazeo EURA.PA a perdu 2,5% alors que le groupe d'investissement français a annoncé jeudi soir l'acquisition d'une participation majoritaire dans le spécialiste des infrastructures industrielles déployables Lauralu.

Tandis que la plupart des tiroirs étaient dans le rouge, le secteur des énergies fossiles .SXEP a bénéficié de la meilleure performance sectorielle, progressant de 1,33% au gré de la situation au Moyen-Orient.

## Les indicateurs du jour

Au Royaume-Uni, les ventes au détail ont progressé en volume de 1,2% en mai sur un mois, d'après les données officielles publiées vendredi, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une hausse de 0,5% après -1,0% en avril. En Allemagne, les prix à la production ont augmenté de 2,2% en mai sur un an, montrent les données publiées vendredi

par l'Office fédéral de la statistique, tandis les analystes interrogés par Reuters s'attendaient à +2,5% après +1,7% en avril.

## Changes

Face à l'incertitude géopolitique entourant l'accord entre les États-Unis et l'Iran, le billet vert se maintient, bénéficiant de la réunion de la Réserve fédérale américaine.

"À court terme, le dollar pourrait profiter encore un peu plus longtemps de l'enthousiasme suscité par la Fed, les marchés étant probablement enclins à anticiper pleinement deux hausses d'ici décembre dès la publication des premiers chiffres

solides", a déclaré Francesco Pesole, stratège en devises chez ING.

Le dollar cède 0,03% face à un panier de devises de référence .DXY, tandis que l'euro grappille 0,06% à 1,1463 dollar EUR=.

## Taux

Le rendement du Bund allemand à dix ans DE10YT=RR a pris 0,3 point de base à 2,9866%. Le deux ans DE10YT=RR est quant à lui stable à 2,6443%. Aux États-Unis, le marché obligataire est fermé vendredi en raison d'un jour férié.

R.I.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Juin 2026  
Valeur : 19 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.8950	132.9100
1	EUR EURO	154.2645	154.2952
1	GBP POUND STERLING	178.2868	178.4027
100	JPY JAPANESE YEN	82.9298	82.9599
1	CNY CHINESE YUAN	19.6646	19.6691
1	CHF SWISS FRANC	167.9027	167.9853
1	CAD CANADIAN DOLLAR	94.9182	94.9493
1	DKK DANISH KRONE	20.6349	20.6414
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1829	14.1871
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.0074	14.0115
1	AED UAE DIRHAM	36.1855	36.1916
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4113	35.4172
1	KWD KUWAITI DINAR	432.8827	433.0727
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2003	45.6546
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3742	14.3758
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8414	20.9482
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3174	3.3277
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.7275	181.7275

## BOURSE ZURICH

### Le SMI termine de peu dans le vert

L'optimisme de mise en matière à la Bourse suisse s'est finalement maintenu, le SMI achevant vendredi la dernière séance de la semaine de peu dans le vert. Les investisseurs ont jugé le fragile protocole d'accord entre Washington et Téhéran, alors que les discussions entre Américains et Iraniens prévues au Bürgenstock ont été annulées, tout en s'inquiétant d'un éventuel resserrement à venir de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine. Le guide suprême iranien Mojtaba Khamenei a approuvé avec des réserves le protocole d'accord avec les États-Unis, mais l'incertitude règne quant au démarrage, initialement prévu vendredi au Bürgenstock des pourparlers en vue d'une paix définitive et reportées. "L'accord de paix provisoire conclu

entre les États-Unis et l'Iran a permis de relancer le flux pétrolier et a été accueilli favorablement par les marchés mondiaux, faisant oublier aux investisseurs l'annonce surprise et belliciste de la Réserve fédérale (Fed)", a souligné Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote. Les banquiers fédéraux ont suggéré, via leurs prévisions, qu'une hausse des taux pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année. "Pour l'instant, les marchés boursiers semblent encore faire face à ce choc des taux d'intérêt imminent avec un sang-froid étonnant, mais sous la surface, la tension monte considérablement", a estimé Frank Sohlleder, analyste chez Activ-Trades. "Si les rumeurs concernant une nette hausse des taux d'intérêt se confirmaient dans les jours à venir, les marchés risqueraient d'être

confrontés à un retour brutal à la réalité", selon lui. Sur le plan des nouvelles macroéconomiques, l'inflation s'est stabilisée en mai au Japon, des subventions continuant de compenser la flambée des cours du pétrole liée à la guerre au Moyen-Orient, mais ce répit devrait être éphémère, incitant la banque centrale à relever ses taux cette semaine. En France, le nombre de créations d'entreprises a fortement rebondi en mai sur un mois.

#### Clôture en ordre dispersé

Du côté de la Bourse suisse, le SMI a clôturé sur une imperceptible progression de 0,04% à 13'771,28 points, évoluant entre un plus haut de 13'826,99 points atteint en début de séance et un plus bas de

13'727,95 points touché peu après 14h00. Le SLI a en revanche cédé tout juste 0,02% à 2212,64 points, alors que l'indicateur élargi SPI a terminé sur un infime gain de 0,06% à 19'475,48 points. Sur les trente valeurs constitutives du SLI, treize ont gagné du terrain et seize en ont perdu, Schindler faisant du surplace. En haut de tableau, le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (+1,8%) a partagé la plus haute marche du podium avec le numéro mondial des arômes et parfums Givaudan (+1,8%), devant le sous-traitant pharma Lonza (+1,4%) et Le réassureur Swiss Re (+1,1%). Givaudan a vu son objectif de cours être relevé à la fois par Barclays et Jefferies. Les deux poids lourds pharma de la cote, Roche et Novartis (tous deux +0,2%) ont soutenu les in-

dices, les deux autres plus grosses capitalisations du marché helvétique, la grande banque UBS (-0,1%) et le mastodonte de l'alimentation Nestlé (-0,2%) ne parvenant pas à en faire de même. Côté perdants, le géant américain du ciment Amrize (-3,1%) a hérité de la lanterne rouge, derrière le gestionnaire d'actifs Partners Group (-2,7%) et le fabricant d'appareils et prothèses auditifs Sonova (-1,6% ou 3,2 francs suisses), ce dernier étant traité hors dividende de 4,70 francs suisses. Comme, UBS, Julius Bär faisait triste mine ayant chuté de 1,4%. Les deux banques ont fait l'objet d'un abaissement de recommandation de l'établissement d'investissement américain Keefe, Bruyette & Woods (KBW).

R.I.

## ROYAUME UNI

# La Banque centrale maintient comme attendu son taux directeur à 3,75%

La Banque d'Angleterre a maintenu jeudi son taux directeur inchangé pour la quatrième réunion d'affilée, à 3,75%, confortée par l'apaisement au Moyen-Orient, malgré les risques persistants d'inflation au Royaume-Uni.

Dans le protocole d'accord qu'ils viennent de signer pour mettre fin à la guerre, les Etats-Unis et l'Iran se sont engagés à la réouverture du détroit d'Ormuz, artère cruciale dans le transit pétrolier - ce qui diminue les anticipations de hausse des prix. "Les prix du pétrole ont baissé ces derniers jours, et c'est encourageant. Mais ils sont toujours plus hauts qu'avant la guerre", a pointé le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, dans un commentaire joint au compte-rendu de la réunion de politique monétaire qui s'est tenue mercredi. "Quoiqu'il se passe à l'avenir, les prix de l'énergie plus élevés de ces quatre derniers mois signifient que des pressions inflationnistes sont déjà présentes", a-t-il insisté.

Deux membres du Comité de politique monétaire (MPC) de la BoE sur neuf ont d'ailleurs voté en faveur d'une hausse de 0,25 point de pourcentage.

L'institution monétaire s'attend cependant à ce que l'inflation britannique, qui a déjoué en mai les prévisions de hausse en s'affichant stable, à 2,8% sur un an, reste sous 3% au troisième trimestre, et à peine au-dessus de 3,25% au dernier.

"C'est bien en deçà du scénario du pire qui avait été évoqué comme issue possible lors de la précédente réunion" en avril, avec un pic à plus de 6% début 2027, souligne Danni Hewson, analyste chez AJ Bell.

La BoE avait à l'époque ouvert la voie à une hausse de son taux en raison de la flambée des hydrocarbures, alors qu'elle prévoyait avant la guerre de l'abaisser pour donner un coup de pouce à une économie à la peine.

Même avec une résolution du conflit, la banque centrale britannique estime que restaurer la production d'énergie et le transit via Ormuz pourrait prendre du temps.

"Mais le marché de l'emploi continue de se détendre, et les signes d'affaiblissement de l'économie pourraient contenir les pressions inflationnistes", spéculait-elle.

Le marché continue cependant d'envisager une hausse du taux directeur britannique d'un quart de point d'ici la fin de l'année.

Aussi la livre sterling n'a que peu réagi et poursuivait jeudi après-midi sa baisse amorcée avant l'annonce.

Mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) a elle aussi opté pour le statu quo, mais n'a pas exclu un tour de vis monétaire face à l'inflation, tandis que la Banque centrale européenne (BCE) a relevé son taux directeur la semaine dernière.

La Banque nationale suisse (BNS) et la banque centrale norvégienne ont également laissé leurs taux inchangés jeudi.

R. I.

## ETATS UNIS

## La Fed de Kevin Warsh n'exclut pas un tour de vis face à l'inflation

La Réserve fédérale américaine (Fed) a fait comprendre mercredi qu'elle risquait de durcir sa politique monétaire face à l'inflation, à l'opposé de ce qu'espérait Donald Trump quand il y a placé un nouveau président, Kevin Warsh.

A l'issue de deux jours de réunion à huis clos, la banque centrale a sans surprise décidé de ne pas toucher à ses taux d'intérêt, qui sont entre 3,50% et 3,75% depuis décembre.

Les marchés financiers ont en revanche été pris au dépourvu par ses prévisions, qui montrent qu'un relèvement des taux pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

Ce revirement prend sa source dans la flambée des prix de l'énergie liée à la guerre au Moyen-Orient: l'inflation est au plus haut depuis trois ans aux Etats-Unis. Le nouveau patron de la Fed Kevin Warsh a pris soin de ne pas s'étendre sur la possibilité d'une hausse - il dit ne pas croire aux prévisions économiques.

Mais il a d'emblée tenu à rassurer ceux qui pouvaient en douter: la Fed ne laissera pas l'inflation dérapier sous sa présidence.

"L'inflation dépasse largement l'objectif de 2% fixé de longue date par la Fed. Cette situation perdure depuis plus de cinq ans. La hausse persistante des prix pèse lourdement sur les Américains", a-t-il déclaré au début de sa première confé-

rence de presse.

Le comité de politique monétaire "ramènera la stabilité des prix", a-t-il encore assuré.

Kevin Warsh, 56 ans, sait qu'il est attendu au tournant en raison du contexte de sa nomination. L'opposition démocrate le qualifie déjà de "pantin de Trump".

Le locataire de la Maison Blanche n'a pas caché qu'il attendait de Kevin Warsh qu'il fasse baisser les taux d'intérêt après avoir agoni d'injures pendant des mois son prédécesseur Jerome Powell.

Donald Trump trouvait l'ex-patron de la Fed trop rigide, voire "stupide" et "buté".

Il juge encore régulièrement que les craintes concernant le niveau des prix sont exagérées, lui qui s'est fait réélire en promettant notamment d'améliorer le pouvoir d'achat aux Américains.

Mercredi, le chef de l'Etat s'est montré conciliant à l'égard de la Fed.

Le statu quo monétaire? "C'est OK, peu importe", a-t-il réagi depuis la France. Il a aussi dit avoir "du mal à croire" que l'institution puisse relever ses taux plus tard. "On a un très bon gars là-bas maintenant donc je me laisse guider par ce qu'il veut", a-t-il lancé en référence à Kevin Warsh.

### Inflation: "priorité absolue"

Pour l'économiste Diane Swonk, du cabinet KPMG, "la Fed est prête à relever ses

taux, c'est clair".

"Le comité est clairement en train de faire de la stabilité des prix sa priorité absolue", a-t-elle ajouté auprès de l'AFP.

Comme chaque trimestre, les membres de la Fed ont actualisé leurs prévisions économiques - sauf Kevin Warsh, donc, qui s'est ainsi distingué de ses collègues. Selon la médiane de leurs projections, les taux directeurs pourraient être logés entre 3,75% et 4% d'ici à la fin de l'année, soit un cran plus haut qu'aujourd'hui.

Ils s'attendent à voir les prix augmenter de 3,6% sur un an fin 2026, contre 2,7% dans leur projection datant de mars.

Ils pensent que la croissance va ralentir à 2,2% (contre 2,4% projeté en mars). Ils sont moins inquiets pour l'emploi, avec un taux de chômage qui serait limité à 4,3% (contre 4,4%).

M. Warsh avait expliqué avant d'arriver à la Fed qu'il jugeait cet exercice de prédiction inutile, voire contre-productif, car les responsables tendent selon lui à se sentir liés par ces projections, freinant leur réactivité quand les conditions économiques changent.

Faute de pouvoir orienter à lui seul la politique monétaire (douze personnes en tout votent sur les taux), il semble vouloir avant tout revoir la manière dont l'institution fonctionne, raisonne et commu-

Agence

## RUSSIE

## La Banque centrale abaisse son taux directeur à 14,25%

La Banque centrale de Russie (BCR) a abaissé vendredi son taux directeur de 0,25 point, à 14,25%, dans un contexte marqué par un ralentissement de la croissance économique.

"La croissance économique se poursuit à un rythme modéré après un ralentissement temporaire en début d'année", a indiqué la BCR dans un communiqué annonçant cette baisse.

Les autorités russes ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance économique pour 2026, désormais estimées à 0,4%, contre 1,3% auparavant. En 2025, la croissance économique s'était établie à 1%, contre 4,3% en 2024.

La BCR a également souligné que l'évolution future du taux directeur dépendra des conditions économiques et financières, réaffirmant soutenir l'activité économique.

APS

## ALLEMAGNE

## La crise énergétique devrait freiner la reprise économique

Une croissance de 0,8% tant en 2026 qu'en 2027, l'activité industrielle résiliente ne compensant que partiellement le frein que représente la flambée des prix de l'énergie déclenchée par la guerre en Iran, a dit mardi l'institut économique allemand RWI.

Il revoit ainsi à la baisse ses prévisions de reprise, la hausse des cours du pétrole, des carburants et des transports touchant de plus en plus de secteurs de l'économie.

L'institut prévoit en outre une inflation des prix à la consommation de 3,1% en 2026 et de 2,9% en 2027.

"La flambée actuelle de l'inflation ne se limite pas aux carburants et à l'énergie (...). La hausse des coûts se répercute de plus en plus sur les chaînes de valeur et se fera sentir sur un nombre croissant de biens et de services", avertit Torsten Schmidt, chef économiste du RWI.

L'institut RWI souligne également que la consommation privée devrait rester faible car l'inflation persistante érode le pouvoir d'achat des ménages et prévoit une stagnation de l'économie allemande au deuxième trimestre 2026. En revanche, il note que l'industrie s'est jusqu'à présent montrée plus robuste que prévu, avec une hausse de la production, des commandes et des exportations au premier trimestre.

Ce secteur important de l'économie allemande devrait continuer à bénéficier de la progression des exportations et de l'augmentation des investissements publics, même si les coûts énergétiques élevés pèseront à terme, ajoute le RWI.

R. I.

# Google prépare une nouvelle étape dans le suivi publicitaire, et votre adresse IP est concernée

Google va bientôt utiliser les adresses IP des internautes européens pour mesurer et personnaliser ses publicités. Un signal technique de plus dans une machine publicitaire déjà très bien huilée.

Google reçoit déjà votre adresse IP lorsque vous utilisez ses services ou consultez des sites intégrant ses outils publicitaires. Jusque-là, rien de très surprenant, puisque cette donnée sert aussi à acheminer les requêtes, afficher les contenus et livrer les annonces. Ce qui change, en revanche, tient à l'usage que l'entreprise veut en faire. À partir du 3 août 2026, Google prévoit d'exploiter les adresses IP des internautes situés dans l'Espace économique européen, au Royaume-Uni et en Suisse pour la mesure publicitaire et la personnalisation des annonces. Ambiance.

## Google veut faire de l'adresse IP un signal publicitaire en Europe

D'après un message adressé aux annonceurs et relayé par BleepingComputer, Google va élargir l'usage des adresses IP dans ses outils publicitaires. L'entreprise explique déjà recevoir ces informations via des balises, des SDK, des requêtes HTTP ou des imports de données. La nouveauté ne porte donc pas sur la collecte en elle-même, mais sur la finalité du traitement. Les mêmes adresses pourront, en effet, servir à identifier des appareils, mesurer les performances des campagnes publicitaires et personnaliser davantage les annonces affichées aux internautes de l'Espace économique européen, du Royaume-Uni et de Suisse.

Ce détail, qui n'en est finalement pas un, n'a rien d'une formalité. Pour rappel, Google utilisait déjà des signaux liés aux adresses IP dans d'autres régions du monde, notamment pour la publicité, la lutte contre la fraude ou le spam. Elle recevait aussi ces données en Europe pour des usages techniques, de sécurité ou de géolocalisation ap-

proximative. Mais leur exploitation assumée comme signal d'identification, de mesure et de personnalisation publicitaire marque une étape plus sensible, puisque l'adresse IP y est considérée comme une donnée personnelle. Et pour cause. Contrairement à un cookie, qu'il est possible de supprimer ou de refuser plus ou moins facilement via les paramètres du navigateur ou les bandeaux de consentement, l'adresse IP fait partie des informations transmises automatiquement lors de la navigation. Elle permet d'identifier une connexion, de rattacher une activité à un appareil ou à un réseau, et donc de suivre un internaute au moins indirectement. Elle peut varier selon les connexions, les réseaux ou les FAI, mais elle reste, quoi qu'il arrive, un identifiant exploitable, à plus forte raison lorsqu'elle est croisée avec d'autres signaux techniques.

Google prévoit d'ailleurs de mettre à jour son enregistrement dans le Transparency and Consent Framework de l'IAB Europe, le cadre utilisé par une partie du marché publicitaire pour transmettre les choix de consentement des internautes. Elle y déclarera la fonctionnalité permettant d'identifier des appareils à partir d'informations transmises automatiquement, dont l'adresse IP. Cette déclaration ne vaut toutefois pas consentement à elle seule. Elle s'articule aux finalités publicitaires, qui doivent reposer sur un accord valable des internautes concernés.

## Un suivi publicitaire plus difficile à contourner, mais pas impossible à limiter

Le terrain était déjà sensible avant même que l'adresse IP n'entre plus franchement dans l'équation. Google a longtemps tenu un discours très critique sur le fingerprinting, au motif

que ce type de suivi limitait le contrôle réel des internautes.

Début 2025, elle a pourtant assoupli sa position en levant son interdiction de recourir à ces méthodes pour les annonceurs. L'usage de l'adresse IP pour la personnalisation publicitaire s'inscrit dans cette même dynamique, celle d'un suivi qui ne dépend plus uniquement des cookies.

Le poids de la publicité, toujours au cœur du modèle économique de Google, donne aussi la mesure du sujet. En 2025, Alphabet a dépassé les 400 milliards de dollars de revenus annuels, tandis que les seules activités publicitaires de Google ont encore généré 82,3 milliards de dollars sur le quatrième trimestre. Au premier trimestre 2026, le groupe a de nouveau publié des résultats en forte hausse, avec un chiffre d'affaires de 109,9 milliards de dollars, en progression de 22 %, porté par la recherche, YouTube et ses services en ligne.

Faut-il en conclure que tout est perdu côté internautes ? Pas tout à fait. Il reste possible de refuser les cookies non essentiels, de limiter la personnalisation des annonces dans son compte Google et, surtout, d'ouvrir les paramètres des fenêtres de consentement plutôt que de tout accepter par défaut. L'exercice est parfois fastidieux, surtout lorsque la liste des partenaires publicitaires s'étire sur plusieurs écrans, mais il permet déjà de réduire une partie du suivi.

Un VPN peut aussi masquer l'adresse IP réelle auprès des sites consultés et des services publicitaires intégrés, en la remplaçant par celle du serveur utilisé. Mais il ne coupe pas tout. Un compte Google connecté, des cookies acceptés, un navigateur reconnaissable ou des identifiants publicitaires actifs peuvent continuer à alimenter le profilage.

L'Europe vient de lancer son propre rival de X, et il s'appelle W...



En Europe, on s'active pour chercher une alternative à X. Et l'une d'elles vient de voir le jour, avec un nom qui dit tout ! Le réseau social d'Elon Musk, X.com, n'est pas vraiment en odeur de sainteté en Europe, où l'on accuse le premier milliardaire de l'histoire d'utiliser la plateforme pour promouvoir son agenda politique. Mais si les critiques pleuvent, l'Europe n'a pas vraiment de solution de secours à proposer à ses populations pour disposer d'un réseau social - le genre de plateforme devenue indispensable sur internet aujourd'hui. Le nouveau venu W pourrait-il changer la donne ?

## W social, l'alternative européenne à X

Ça y est ! Le réseau social W made in Europe, annoncé au forum de Davos au mois de janvier dernier, vient de mettre en ligne sa première plateforme publique. Un réseau social qui a reçu tout de suite plusieurs marques de soutien importantes, dont celle du président du Conseil européen, Antonio Costa. Développé en Suède, son nom suffit à comprendre le projet derrière cette plateforme, W étant simplement la lettre précédant X dans l'alphabet. Le réseau social W souhaite donc remplacer à terme X dans le cœur des internautes.

## Un réseau social demandant une pièce d'identité peut-il fonctionner ?

Et pour soutenir cette ambition d'une très grande ampleur, W veut s'appuyer sur l'idée de « confiance ». Qu'est-ce que cela signifie ? Eh bien, pour posséder un compte sur ce réseau social, il est nécessaire au préalable de scanner une carte d'identité ou un passeport afin de vérifier son identité.

Ensuite, il est toujours possible de prendre un pseudonyme, ici l'idée étant de garantir que la personne qui parle n'est pas un bot ou un faux compte, comme il y en a de très nombreux dans les autres plateformes. D'où l'idée de confiance, claironnée par W. Pour Antonio Costa, il s'agit ainsi d'une « plateforme sur laquelle les données sont entièrement hébergées en Europe, [où] la lutte contre la désinformation est une priorité, et [où] les utilisateurs sont tous des humains vérifiés ».

Une bonne nouvelle pour cet officiel. Mais l'on peut se demander du côté des internautes s'il existe un appât et un besoin pour un réseau social où chaque compte est affilié directement à une pièce d'identité. Les premiers mois d'existence de W devraient nous donner un début de réponse.

## Brèves

### Des Pixel reconditionnés pour créer un cluster de calcul

Des chercheurs de l'Université de Californie San Diego, soutenus par Google, donnent une seconde vie à des smartphones Pixel Fold 2023 (équipés d'une puce Tensor G2) en les transformant en plateforme de calcul déportée low-carbon. Après l'extraction de la coque et de l'écran - responsable d'environ 50% de l'empreinte carbone embarquée d'un terminal - et le remplacement du système d'exploitation Android d'origine par une distribution Linux généraliste, les 2 000 mobiles déconstruits sont ensuite orchestrés via Kubernetes en clusters de 25 à 50 unités, ce qui équivaut aux performances d'un serveur x86 (Asus RS720A-E11-RS24U sur base AMD Epyc

7003). Le projet prévoit un datacenter de 2 000 Pixel pour soutenir des classes de programmation parallèle et de systèmes, capable d'alimenter une centaine de cours simultanément. Les tests préliminaires sur 20 appareils surpassent déjà les temps de latence d'un backend AWS standard. Le déploiement complet est prévu pour l'automne 2026.

### Canonical lance sa reconnaissance vocale Myna

Le spécialiste de l'open source a présenté Myna, une technologie de speech to text qu'il compte greffer à sa distro Ubuntu Desktop. Myna est censé apporter une expérience de dictée s'intégrant naturellement à cet environnement tout en respectant la vie privée

des utilisateurs, assure Canonical. La reconnaissance vocale doit s'effectuer entièrement en local sachant que des composants actuellement en développement prendront en charge la gestion de l'interaction avec l'utilisateur, de la dictée et l'insertion de texte. La pré-version de Myna sera lancée avec Ubuntu Desktop 26.10, doté de l'interface Gnome pour commencer, mais d'autres bureaux devraient être supportés par la suite.

### OpenAI affine le pilotage financier de ChatGPT Enterprise

Des fonctionnalités d'analyse d'usage et de contrôle des dépenses arrivent dans ChatGPT Enterprise, répondant à la montée en charge

des coûts liée à l'adoption massive de l'IA en entreprise. La console d'administration globale centralise désormais la consommation de crédits ChatGPT et Codex en un tableau de bord unique, avec un détail par utilisateur, produit et modèle d'IA. Les administrateurs peuvent suivre les tendances dans le temps, identifier les plus gros consommateurs de tokens et accéder aux données via une API Cost unifiée pour les intégrer dans leurs propres systèmes financiers. Côté contrôle, il est désormais possible de définir un plafond de crédit par défaut à l'échelle du workspace, par groupe d'utilisateurs, ou d'établir des dérogations individuelles. Les collaborateurs, eux, peuvent consulter leur budget consommé et soumettre une demande de crédits supplémentaires motivée. Ces fonctionnalités sont disponibles immédiatement pour tous les clients Enterprise.

# Land Rover renonce au tout électrique pour ses Defender et Evoque

Alors que Jaguar Land Rover préparait depuis plusieurs années une nouvelle génération de SUV bâtis autour d'une plateforme présentée comme dédiée à l'électrique, le groupe britannique vient de changer son fusil d'épaule. Les futurs Defender et Range Rover Evoque ne seront finalement pas exclusivement électriques. Face à une transition énergétique plus complexe que prévu et à des marchés mondiaux aux attentes divergentes, JLR réintroduit l'hybride dans son équation.

Depuis plusieurs années, l'architecture EMA devait symboliser l'entrée de Land Rover dans l'ère électrique avec une plateforme moderne, pensée autour de la batterie et de la recharge rapide en 800 volts. Mais avec un marché électrique qui n'avance toujours pas aussi vite que prévu, même les projets les plus ambitieux se transforment. JLR profite de cette tendance pour corriger le tir avant de figer toute une génération de modèles. Alors que Jaguar doit encore renaître en marque 100% électrique autour de la Type 01, la branche Land Rover, elle, se repositionne finalement sur le multi-énergie, au lieu du 100% électrique.

## Une plateforme électrique qui ne sera plus seulement électrique

Lorsque JLR avait présenté l'Electrified Modular Architecture en 2021, l'objectif semblait acté : créer une base exclusivement destinée aux futurs véhicules électriques du groupe. Cette architecture devait notamment servir aux prochaines générations des modèles les plus accessibles de Land Rover, à commencer par le futur Range Rover Evoque et le très attendu Defender Sport.

Mais le constructeur britannique vient de confirmer un changement de stratégie. La plateforme EMA accueillera également des motorisations hybrides complètes. Une décision qui peut sembler paradoxale pour une architecture conçue à l'origine autour de la batterie, mais qui traduit surtout l'évolution du marché mondial.

Dans sa communication, JLR explique vouloir accroître sa « flexibilité de propulsion » afin d'offrir davantage de choix selon les régions du monde. En réalité derrière cette formule prudente l'ensemble de l'industrie commence à reconnaître un



problème : l'adoption de la voiture électrique progresse, mais pas partout ni au même rythme. Les futurs Defender Sport et Evoque, attendus à partir de 2027, proposeront donc plusieurs solutions techniques même si les détails restent encore

flous concernant ces groupes motopropulseurs hybrides.

## Le Defender face aux réalités du marché mondial

Pour la marque Defender (Defender est devenue une marque à part entière depuis 2023 aux côtés de Range Rover et Discovery), le constructeur cherche à bâtir une véritable famille de véhicules autour de son SUV. Le futur Defender Sport est censé jouer un rôle central dans cette stratégie. Plus compact que le Defender actuel, long d'environ 4,50 mètres, il devra séduire aussi bien les clients européens que les acheteurs américains. Or, c'est précisément là que le bât blesse. Cette approche permettra toutefois de préserver certains attributs intrinsèques du modèle comme ses capacités de franchissement, la marque admettant d'ailleurs que les plateformes électriques peuvent limiter certains débattements de suspension ou certaines capacités tout-terrain. Résultat : Defender continuera à miser sur une offre diversifiée, mêlant électrique, hybride rechargeable et hybridation classique.

## Jaguar poursuit seul son pari du tout électrique

Si Land Rover assouplit sa trajectoire, Jaguar maintient en revanche son cap initial. La future Type 01, grande berline GT à quatre portes qui inaugurerait la renaissance de la marque, restera exclusivement électrique. Cette dualité pose toutefois la question des coûts industriels. Jusqu'où JLR pourra jouer cette carte du « choix » sans se retrouver prisonnier d'une complexité industrielle coûteuse, ni brouiller la lisibilité de ses marques. En attendant, la phrase de Mark Cameron, patron de Defender et Discovery, résume bien ce tiraillement : « Notre stratégie est d'offrir autant de choix que possible aussi longtemps que nous le pourrons. »

## Mazda teste un moteur qui aspire son propre CO2 en roulant

Mazda avance sur un prototype de voiture thermique capable de capter une partie du CO2 présent dans ses gaz d'échappement pendant qu'elle roule. Une technologie encore très loin de la série, mais déjà testée en course. Une voiture thermique qui ne se contente plus de rejeter du CO2, mais qui tente d'en récupérer une partie en roulant. L'idée peut sembler presque provocatrice à l'heure où l'industrie automobile bascule vers l'électrique, mais Mazda continue d'explorer d'autres chemins. Le constructeur japonais a franchi une nouvelle étape avec son système Mobile Carbon Capture, installé sur une Mazda Spirit Racing 3 Future Concept engagée dans le championnat d'endurance Super Taikyu au Japon. L'ambition de la marque n'est pas de remplacer la voiture électrique, mais de prolonger l'avenir du moteur thermique en le combinant à des carburants neutres en carbone et à une capture embarquée d'une partie des émissions.

### Un piège à CO2 embarqué dans la voiture

Le prototype repose sur de la zéolite, un matériau poreux capable de retenir le CO2 contenu dans les gaz d'échappement. Une fois le matériau saturé, la chaleur du moteur



permet de libérer ce CO2, qui est ensuite comprimé par un compresseur électrique avant d'être stocké dans un réservoir embarqué. Lors d'un essai de 24 heures au Japon, Mazda annonce avoir capté 804 grammes de CO2, contre 84 grammes lors d'un précédent test. La progression est nette, même si le volume reste encore très modeste à l'échelle d'une voiture de série.

### Une piste prometteuse, mais encore très loin de la route

À terme, Mazda imagine une voiture capable de réduire davantage de CO2 qu'elle n'en émettrait, en associant carburants neutres et capture embarquée. Sur le papier, la promesse est séduisante. Dans les faits, les obstacles restent nombreux. Il faudra encore résoudre les questions de poids, de coût, d'encombrement, de vidange du réservoir et d'usage du CO2 récupéré. Pour l'instant, cette technologie ressemble moins à une solution prête à débarquer chez les concessionnaires qu'à un laboratoire roulant. Mais elle montre une chose : Mazda n'a pas encore renoncé à faire évoluer le moteur thermique, même dans un monde qui lui demande de disparaître.



## ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 24 morts et 568 blessés ces dernières 48 heures

Vingt-quatre (24) personnes sont décédées et 568 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 18 au 20 juin courant, les unités de la Protection civile ont effectué 447 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 24 morts et 568 blessés", précise la même source.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Dimanche 21 juin 2026 <http://www.lesenjeuxco.dz>



## BMS

### Persistence de la canicule sur plusieurs wilayas du pays jusqu'à lundi

La vague de chaleur en cours continuera d'affecter, jusqu'à lundi, plusieurs wilayas du pays avec des températures pouvant atteindre 45 degrés, indique, samedi, un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Selon le BMS, la canicule touchera les wilayas de Tipasa, Alger, Boumerdès, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El Taref, où les températures maximales oscilleront entre 39 et 41 degrés. La validité du BMS s'étendra jusqu'à dimanche. Cette hausse de température concernera, également, les wilayas de Sidi Bel Abbès, Mascara, Relizane, Chlef, Ain Defla, Blida et Tizi-Ouzou, où le mercure atteindra entre 43 et 45 degrés et ce, jusqu'à lundi. Les wilayas d'Oran, Ain Temouchent et Mostaganem connaîtront aussi des températures très élevées, dont les maximales oscilleront entre 42 et 43 degrés, selon la même source.

## SAISON ESTIVALE 2026

### Vers l'accueil de 500.000 jeunes dans les camps d'été

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a révélé, samedi, que son secteur ambitionne d'accueillir 500.000 jeunes dans le cadre du programme des camps d'été prévu pour la saison estivale en cours. Dans une déclaration à l'APS, M. Hidaoui a indiqué que le programme arrêté pour les camps d'été 2026 vise à accueillir 500.000 jeunes, précisant que le défi du secteur est d'atteindre, à l'horizon 2028, le seuil d'un million de jeunes bénéficiaires. Le ministre a fait savoir que le lancement du programme des camps d'été de cette année est prévu pour le 24 juin courant, avec l'accueil d'un premier contingent de 5300 enfants et jeunes, soulignant que "les efforts se poursuivent pour réunir toutes les conditions nécessaires à une prise en charge optimale de l'ensemble des participants à cette activité".

## JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

### L'UA appelle à renforcer la protection des personnes déplacées

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, qui dépend de l'Union africaine (UA), a appelé, samedi, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, à un renforcement de la protection internationale des personnes déplacées, dénonçant les restrictions à l'asile, les expulsions collectives et la montée des discours xénophobes. La Rapporteuse spéciale sur les réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées internes et migrants en Afrique, Selma Sassi-Safer, a souligné que "la protection des réfugiés constitue une obligation juridique et non un acte de charité", rappelant "les engagements issus de la Convention de 1951 sur les réfugiés, de son Protocole de 1967, de la Convention de l'OUA de 1969 et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples". La Commission a mis en garde, dans ce contexte, contre "les conséquences des politiques d'externalisation de l'asile et des restrictions croissantes à l'accès aux procédures de protection", estimant que ces "pratiques risquent d'affaiblir les principes de solidarité internationale et de partage des responsabilités au cœur du régime mondial de protection des réfugiés".

## PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LES JEUNES CRÉATEURS "ALI MAACHI"

### Le Premier ministre préside la cérémonie de distinction des lauréats

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, la cérémonie de distinction des lauréats de la 20e édition du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs "Ali Maachi", couvrant différentes spécialités littéraires et artistiques, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artiste. La cérémonie, qui s'est déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, de membres du gouvernement et de conseillers auprès du président de la République, a été marquée par la remise des prix aux lauréats dans différentes catégories dont le roman, la poésie et les œuvres musicales.

Dans la catégorie du roman, le premier prix a été attribué à Kebaili Aïcha, alors que Meziane Nesrine a obtenu la deuxième place et Mazari Bilal la troisième.

Dans la catégorie de la poésie, la première place est revenue à Ilyass Saber, la deuxième à Bendrihem Ahlam et la troisième à Boukhari Amine. Concernant la catégorie de l'écriture théâtrale, le premier prix a été attribué à Mokrani Samy, tandis que Gherbi Mouna a obtenu la deuxième place et Ismallah Anouar la troisième. Dans la catégorie des œuvres musicales, le premier prix a été attribué à Briki Malek Islam, suivi de Abderrezak Boukraa et de Belkhiri Boujemaa. Pour les chants et la chorégraphie, Mohamed Mbarek a décroché la première place, tandis qu'Abdelhak Sahraoui et Amine Zerrouk ont obtenu

respectivement les deuxième et troisième places.

Pour la catégorie des arts cinématographiques et audiovisuels, Abdessamed Youssefi a obtenu la première place, suivi de Oussama Daas et Imad Saraidi. Concernant les arts dramatiques, le premier prix est revenu à Ferial Medjadi, suivi de Charaf Belkacem et de Mohamed Briki Chaouche. Pour les arts plastiques, Siham Adjimi a remporté le premier prix, alors que les deuxième et troisième places sont revenues respectivement à Belkhiri El Bahi Yahia et Azzi Sabrina. Le président du jury, Slimane Djouadi, a indiqué que cette édition "a vu la participation de 565 créateurs des deux sexes, avec une prédominance du roman par rapport aux autres catégories".

APS

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ARCHÉOLOGIE

### Création de deux importantes structures sous la tutelle de la Présidence de la République

Deux importantes structures placées sous la tutelle de la Présidence de la République, à savoir un Haut Conseil regroupant les scientifiques et les chercheurs algériens et l'Agence nationale d'archéologie, sont en voie de création. Le Haut Conseil des scientifiques et des chercheurs sera appelé à jouer un rôle important dans le développement du pays et dans la recherche scientifique, traduisant ainsi le ferme engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la promotion de la science, du savoir et de l'innovation.

Cette institution de haut rang sera composée de sommités algériennes connues à travers le monde, mettant notamment à contribution les riches compétences et expertises de la communauté nationale établie à l'étranger, qui affiche durant les dernières années une pleine implication dans l'essor socio-économique de la nation. La création de cette importante structure vient intégrer la dynamique socio-économique que connaît le pays, consolidée par la politique de M. le président de la République visant à promouvoir la connais-

sance, la recherche scientifique et l'innovation comme moteur de croissance globale de l'Algérie. Elle intervient également dans une perspective illustrée par la forte implication de la diaspora nationale, qui s'inscrit pleinement dans la vision d'une Algérie nouvelle et prospère. S'agissant de l'Agence nationale d'archéologie, sa création et son rattachement à la Présidence de la République constituent un signal fort pour un pays qui place son immense patrimoine dans les priorités de l'action de l'Etat. La création de cette nouvelle

importante institution traduit le grand intérêt accordé au patrimoine national et à la nécessité de sa sauvegarde, sa protection et sa mise en valeur, alors que l'Algérie possède un patrimoine très riche marqué par une profondeur et une diversité civilisationnelle exceptionnelle. Ces richesses archéologiques, qui traversent les âges, sont illustrées par les plus des centaines de sites archéologiques dénombrés à travers le territoire national, qu'il convient désormais de préserver, d'étudier et de valoriser.

APS

## TRAVAUX PUBLICS

### Réunion de coordination pour suivre l'avancement des infrastructures du projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement de la réalisation des infrastructures et ouvrages d'accompagnement du projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, au niveau des lignes "Béchar-Gara Djebilet" et "Béchar-Oran", indique un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence de cadres centraux des ministères des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi que du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et de représentants de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Elle a été consacrée au suivi de l'état d'avancement des infrastructures et ouvrages d'accompagnement liés au projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, notamment sur les lignes Béchar-Gara Djebilet et Béchar-Oran déjà réalisées. La rencontre a permis d'examiner les mesures prises pour renforcer les capacités de transport, notamment les systèmes de signalisation, de télécommunications et les équipements finaux liés au plan de transport du minerai de fer, ainsi que les dispositions visant à accélérer le rythme des travaux sur les différents tronçons et ouvrages programmés. Il a été procédé également à l'évaluation de l'état d'avancement des opérations en

cours et à l'examen des moyens de lever les contraintes relevées, ainsi que de la situation de réalisation de plusieurs sections et raccordements ferroviaires au niveau de certains axes et ouvrages stratégiques. A cette occasion, M. Djellaoui a insisté sur la nécessité de poursuivre un suivi de terrain rigoureux et de lever l'ensemble des obstacles techniques et administratifs susceptibles de freiner l'avancement des travaux, tout en renforçant la coordination entre les différents secteurs et organismes concernés et en accélérant le rythme de réalisation, afin de garantir le parachèvement de l'ensemble des infrastructures et ouvrages liés à ce projet stratégique dans les délais fixés.

APS